# la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTRÉAL, LUNDI 9 SEPTEMBRE 1985, 101e ANNÉE, N° 317, 58 PAGES, 4 CAHIERS


LA MÉTÉO: AVERSES.
MAXIMUM AUJOURD'HUI: 22°.
DEMAIN: DÉGAGEMENT. DÉTAILS PAGE A 2


LOUEZ-EN UNE...
La Belle
PONTIAC-BUICK LTÉE
645-1651 —— 351-6340



35 cents
Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Ailleurs au Québec: 50 cents, Iles de La Madeleine: 90 cents


## ROSE REJOINT TY COBB

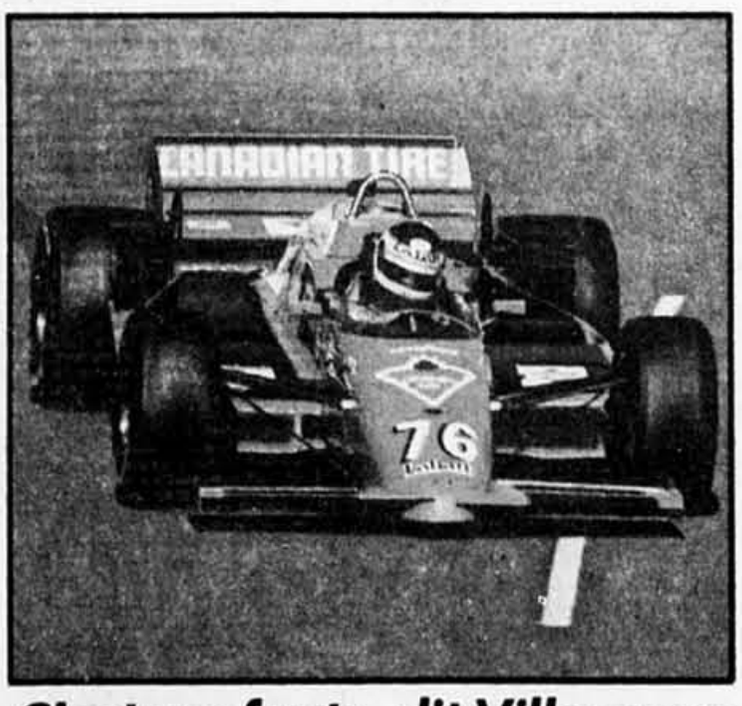
photolaser AP

**C'est au cours d'un match étrange suspendu en raison de l'obscurité et marqué par une interruption de plus de deux heures due à la pluie que Pete Rose a égalé hier à Chicago la marque de Ty Cobb de 4 191 coups sûrs. Rose, qui a obtenu deux coups sûrs contre les Cubs, aura l'occasion demain, devant ses partisans, à Cincinnati, d'inscrire une nouvelle marque. *Tabloïd Sports, pages 2 et 3*.**

## *Le rêve d'Ivan Lendl*

**Le Tchécoslovaque Ivan Lendl a réalisé hier un vieux rêve en remportant le titre le plus important à ses yeux, l'Omnium de tennis des États-Unis, en détrônant l'Américain John McEnroe en trois sets de 7-6 (7-1 au bris d'égalité), 6-3 et 6-4. « C'est une joie immense d'avoir gagné en trois sets », a-t-il dit. *Tabloïd Sports, pages 4 et 5*.**

photolaser AP




## *C'est ma faute, dit Villeneuve*

**Dans la confusion générale, l'Américain Pancho Carter a remporté hier le Grand Prix Molson de Saint-Pie, au terme d'une course aux allures de derby de démolition. « C'est ma faute », a d'ailleurs avoué Jacques Villeneuve (notre photo) en parlant de son accrochage avec le leader Bobby Rahal au 205e tour de piste, qui fut d'ailleurs le dernier pour les deux pilotes. *Tabloïd Sports, pages 8 et 9*.**

photo Bernard Brault, LA PRESSE

## UN MILITANT DU RAJ EST EXPULSÉ

# Johnson se fait chahuter à Rouyn

■ ROUYN — Aucun des six candidats à la succession de René Lévesque ne s'est réellement démarqué de ses concurrents, hier, lors de la cinquième grande assemblée régionale organisée par le Parti québécois.

**YVON LABERGE**
**envoyé spécial de LA PRESSE**

Malgré cela, deux faits ont retenu l'attention des quelque 600 militants péquistes réunis, par un temps d'été, dans la salle du Théâtre du Cuivre de Rouyn.

D'abord, la ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Pauline Marois, a pris, comme elle l'a dit, le « beau risque » de parler aux femmes et des femmes pour s'adresser à l'ensemble des Québécois.

Ensuite, pour la première fois depuis la première assemblée régionale de Rimouski, le 18 août, un « indésirable » a dû être expulsé de la salle.

L'incident est survenu au début du discours de Pierre Marc Johnson, le favori dans la présente course à la présidence du Parti québécois. Et « l'indésirable» était Philippe Marquis, celui-là même qui, avec d'autres, avait campé l'hiver dernier sur les glaces du lac Osisko à Rouyn-Noranda.

Baptisée « opération moins 30 », cette manifestation avait surtout visé à sensibiliser la population du Québec aux misères des jeunes assistés sociaux qui veulent la parité de l'aide sociale avec leurs ainés. La manifestation était sous la gouverne du Regroupement autonome des jeunes (RAJ) du Nord-Ouest québécois.

Se référant à cette manifestation, le ministre de la Justice a signalé hier que les jeunes y avaient alors crié leur désespoir et leur désappointement.

Cela n'était pas un événement banal et ordinaire, a dit M. Johnson, et la réponse n'est pas facile et, surtout, elle ne se trouve pas sur un chèque dont l'État ne peut plus se payer le luxe. « Mais je sens, a-t-il ajouté, que la réponse à ce message, à cet appel, c'est le partage et la solidarité... »

Sans que le ministre n'ait pu terminer sa phrase, le jeune

voir JOHNSON en A 2

## AUJOURD'HUI

- **DÉCÈS DE GUY L'ÉCUYER**

  Le comédien Guy L'Écuyer, qui avait joué dans de nombreux films et qui avait notamment tenu le rôle du personnage principal dans « La vie heureuse de Léopold Z », a été emporté par une crise cardiaque.

  page B 7

- **NPD-QUÉBEC**

  Les néo-démocrates viennent de se relancer sur la scène politique provinciale pour offrir aux Québécois, selon les mots de leur leader, John Harney, « une nouvelle façon de faire de la politique ».

  page A 5

- **SESSION**

  Une nouvelle session commence aujourd'hui aux Communes et les deux partis d'opposition réclament un débat d'urgence sur l'effondrement de la Banque Commerciale du Canada.

  page A 5

- **THAÏLANDE**

  Un groupe révolutionnaire dirigé par l'ancien commandant en chef de l'armée, le général Serm Na Nakorn, a pris le pouvoir tôt ce matin en Thaïlande.

  page C 4

- **JEAN-PAUL II**

  Le pape Jean-Paul II, qui arrivait au Canada il y a un an, a choisi le Liechtenstein, dernier pays au monde où le catholicisme est resté religion d'État, pour relancer la conception catholique de la famille, du mariage et du respect de la vie.

  page A 2

- **MAZDA**

  Pour 1986, Mazda a complètement remanié sa gamme de voitures. Ainsi, la RX7 et la GLC sont toutes nouvelles tandis que la 626 bénéficie de groupes propulseurs plus puissants.

  page B 1

- **EMPRUNTS**

  Les Canadiens empruntent davantage qu'ils n'épargnent, soit, pour 1985, des emprunts totalisant $73,4 milliards comparativement à des épargnes de $50 milliards.

  page C 1

## LES COWBOYS GROGNENT À SAINT-TITE

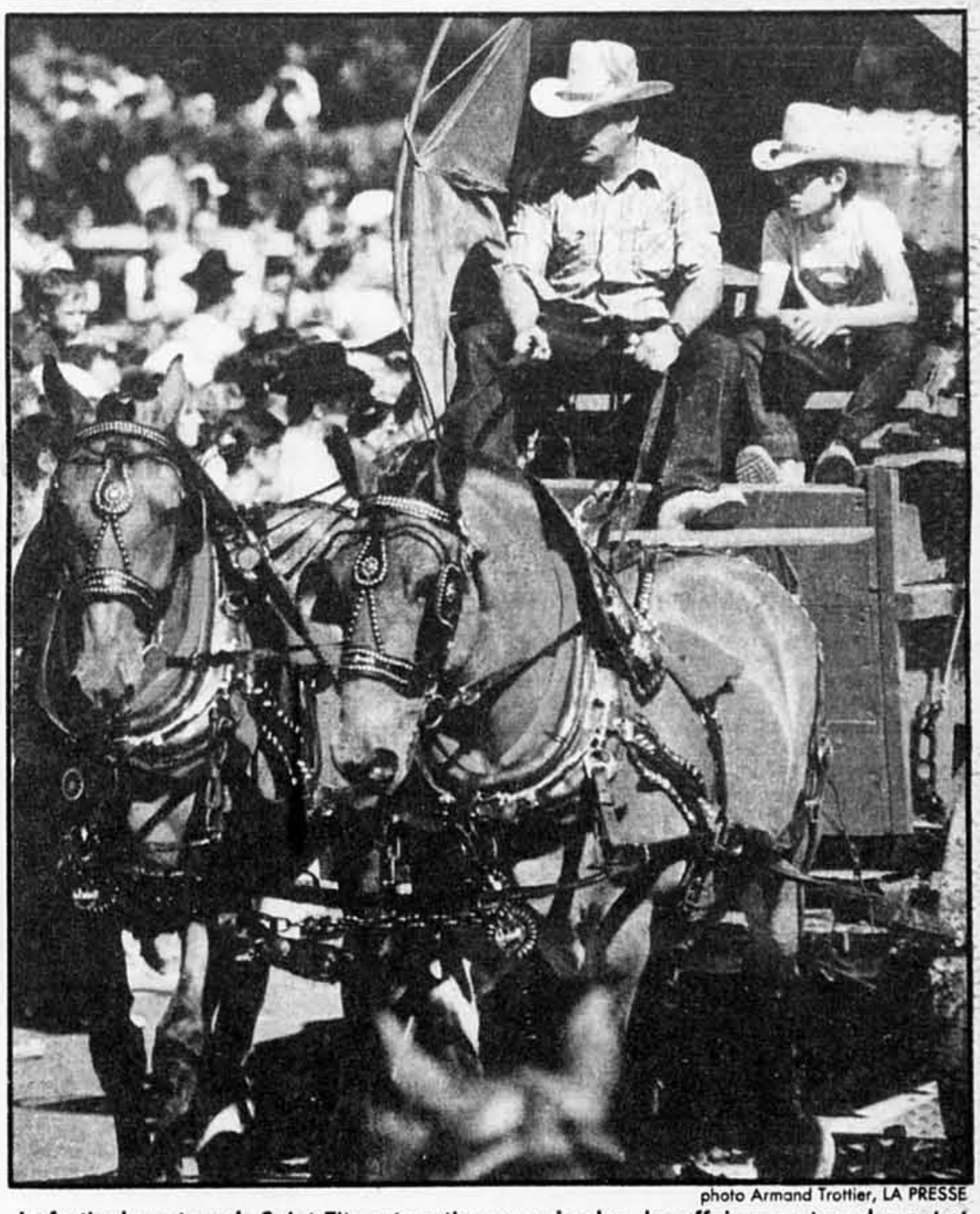


photo Armand Trottier, LA PRESSE

**Le festival western de Saint-Tite est parti au grand galop, les affaires vont rondement et attirent plus de 75 000 personnes, et pourtant les cowboys ruent dans les brancards, criant à l'exploitation. Contrairement à l'usage suivi jusqu'à présent, les cavaliers doivent faire dormir leurs montures dans les stalles préparées par les responsables du festival et il leur en coûte $25 par bête, par week-end. *Nos informations, page A 4*.**

## *Mila et Nicolas ont quitté l'hôpital*

■ OTTAWA (PC) — Visiblement rassurée, l'épouse du premier ministre du Canada, Mme Mila Mulroney, a quitté l'hôpital hier avec dans ses bras son fils Nicolas, dont le retour à la maison à été retardé de quelques heures à cause d'une jaunisse.

« Il va beaucoup mieux », a déclaré Mme Mulroney aux journalistes et cameramen postés devant l'entrée de l'Hôpital Général d'Ottawa, où le bébé est né mercredi.

« Il a eu un peu de jaunisse, mais ça n'a pas duré longtemps. Il va beaucoup mieux maintenant », a expliqué Mme Mulroney.

Plus tôt dans la journée, le secrétaire de presse du premier ministre avait annoncé que les médecins de Nicolas avaient décidé de retarder sa sortie, prévue pour hier matin, parce qu'il avait un peu de jaunisse.

La jaunisse, un problème du foie qui se traduit par le jaunissement de la peau, est fréquente chez les nouveau-nés. Habituellement, la jaunisse disparaît par elle-même, mais certains ex-

voir MILA en A 2

## SOMMAIRE


Annonces classées .... C 5 à C 10
Arts et spectacles
— Informations ..... B 7 à B 9
— Cinéma ..... B 10
Décès, naissances, etc. ..... C 11
Économie ..... C 1 à C 3
Éditorial ..... A 6
Êtes-vous observateur? ..... C 7
FEUILLETON ..... C 6
Horoscope ..... C 8
L'automobile ..... B 1 à B 4
Les échecs ..... C 7
Le monde ..... C 4
Loteries ..... A 9
Météo ..... A 2
Mots croisés ..... C 10
Mot mystère ..... C 9
Quoi faire aujourd'hui ..... B 10
Tribune libre ..... A 7

TABLOÏD SPORTS
Bandes dessinées ..... 12-13
Mots croisés ..... 18



MIAMI
À partir de 114$ Aller* simple

CONDITIONS
Le tarif indiqué est celui d'un aller simple et est en vigueur à l'achat d'un aller-retour. Il n'est disponible que sur certains vols, et certains jours. Les places sont limitées. Les billets doivent être achetés dans les 14 jours suivant la réservation et au moins 30 jours avant le départ. Aucun remboursement ni changement. Séjour minimum: jusqu'au premier dimanche après le départ. Séjour maximum: 30 jours. Ce tarif est sujet à l'approbation gouvernementale. Pour en savoir plus long ou pour réserver, appelez votre agent de voyages ou Air Canada au 931-4411.
*Basé sur le prix aller-retour.

AIR CANADA
DRF 718

DEVANT 40 000 PERSONNES AU LIECHTENSTEIN

# Le pape lance un appel en faveur de la confession et de la prière

■ VADUZ (AFP)— Le pape Jean-Paul II a choisi la petite principauté du Liechtenstein, pays à la dimension d'une famille, le dernier au monde où le catholicisme est resté religion d'État, pour relancer la conception catholique de la famille, du mariage et du respect de la vie.

Il a également lancé un appel en faveur des pratiques religieuses traditionnelles, telles que la confession et la prière avant les repas.

Le souverain pontife a passé dix heures dans ce pays de 160 km-carrés, paradis fiscal dont il a évoqué l'exceptionnelle prospérité qui assure à ses 27 000 habitants l'un des niveaux de vie les plus élevés du monde avec un revenu annuel de $15 000 par personne.

L'Église catholique dénoncera toujours et surtout, a-t-il déclaré lors d'une messe célébrée en plein air devant 40 000 personnes, le mal de la vie commune extra-conjugale, de l'infidélité, de la pratique croissante du divorce, des abus dans le mariage et de l'avortement.

Le pape a estimé que l'humanité est en train de vivre une heure grave de son histoire, qui impose un rôle fondamental à la famille. Il a demandé aux catholiques de défendre à tout prix l'unité des foyers, déplorant l'expérience douloureuse de la violence, des disputes et de la mésentente entre époux.

### Prière à table

Pour renforcer la cohésion religieuse familiale, Jean-Paul II a recommandé la prière à table, récitée en commun. Je suis conscient que cela demande un effort à certains. Laissez de côté toute fausse honte religieuse et priez ensemble, a-t-il dit.

Arrivé au Liechtenstein à 8h00 GMT en hélicoptère, en provenance de Zurich (Suisse), le pape a été accueilli par le prince François-Joseph II, 79 ans, chef du petit État depuis 47 ans.

Le prince l'avait invité en 1983, à l'occasion d'un pèlerinage à Rome. Le pape a accepté de se rendre spécialement dans ce pays, en signe de respect pour son indépendance.

Le Liechtenstein est lié au Vatican, non seulement par la religion mais aussi par les rapports entre la famille princière et la papauté (le prince héritier Hans Adam est le filleul de Pie XII).

Dimanche matin, le pape a célébré une messe solennelle à l'occasion de la fête de la Nativité de la Vierge, devant un autel décoré de tournesols et de glaieuls, aménagé sur le terrain de football recouvert de dalles en aggloméré. C'était moins cher que de refaire le terrain piétiné par les fidèles, a commenté l'un des organisateurs de la visite qui a coûté 3 millions de francs suisses (plus d'un million de dollars).

### Gouvernement

Après un vol touristique au-dessus du pays, l'un des plus verts du monde, Jean-Paul II s'est rendu au monastère de Bendern, pour y déjeuner avec le clergé.

Le prince régnant et sa famille l'ont accueilli en début d'après-midi dans leur château du 14ème siècle, perché sur un rocher.

Là, le pape a rencontré le chef du gouvernement, M. Hanz Brunhart. Vous êtes venu dans un pays qui, en raison de ses dimensions, de sa situation politique et économique, semble peu touché par les problèmes du monde, que nous le voulions ou non, a déclaré M. Brunhart.

Mais le Liechtenstein aussi, a-t-il ajouté, vit des changements socio-politiques rendant les principes chrétiens plus nécessaires que jamais.

L'avortement thérapeutique, l'admission du pays à l'ONU, ainsi que l'abolition de la peine de mort (le Vatican l'a abolie il y a à peine une dizaine d'années) figurent parmi les projets du gouvernement.

La journée du pape au Liechtenstein devait se terminer par un bain de foule parmi les jeunes du pays, devant lesquels il a évoqué Auschwitz, Hiroshima, Nagasaki, ainsi que les drames de la torture et de la famine.

# Un an après, on suppute encore les retombées religieuses de sa visite au pays

■ Septembre 1984. À peine remis d'un bouleversement politique qui a porté, par une forte majorité, les conservateurs de Brian Mulroney au pouvoir, le pays vivait une expérience d'un autre genre, aussi intense qu'une campagne électorale.

**MAURICE GIRARD**
**de la Presse Canadienne**

Le 9 septembre, peu avant que sonne dans les églises l'angélus, le pape Jean-Paul II descendait du DC-10 « Luigi Pirandello » d'Air Italia pour entreprendre une visite historique en terre canadienne. Premier séjour bien rempli d'un pape au Canada, accueilli par de multiples célébrations placées sous le thème « Célébrons notre foi », que symbolisait la colombe.

À tous les égards, la visite du Souverain pontife a bouleversé, pendant les 11 jours, la vie politique, sociale et surtout religieuse du pays. D'ailleurs, 93 p. cent des Canadiens indiquaient dans un sondage Gallup qu'ils avaient participé d'une façon ou d'une autre à la visite papale, au demeurant approuvée par les trois quarts des citoyens.

Faut-il s'en étonner quand on sait que jamais, dans les 23 voyages antérieurs du pape en terre étrangère, il n'a été aussi épié par la télévision, qui ne lui a laissé comme répit que ses périodes de sommeil et son séjour avorté au parc Jasper en Colombie-Britannique. Au total, cinq millions de personnes se sont déplacés pour le voir. Le reste de la population, si anti-papiste pourrait-elle être, a dû l'apercevoir du coin de l'oeil à la télévision d'État.

Tous n'attendaient pas les bras ouverts le chef de l'Église catholique. En fait, avant son arrivée, certains groupes de femmes avaient abjuré publiquement la foi catholique en signe de protestation contre le rôle traditionnel des femmes dans l'Église. Active dans les jours précédant la visite, on ne les a pratiquement pas revues par la suite.

Des 'gais' s'étaient aussi promis de chahuter cet homme qui symbolise à leurs yeux les valeurs conservatrices contre lesquelles ils luttent quotidiennement. Les policiers leur ont permis de défiler, mais dans une rue obscure de l'est de la ville. Personne ne les a remarqués, sauf peut-être au bulletin de nouvelles en soirée.

### Engouement

Une fois Jean-Paul II arrivé au pays, l'opposition s'est évanouie, un peu grâce à l'exceptionnelle complaisance des médias, qui se sont pris, à l'égal de la population, d'un engouement soudain pour la personnalité du pape.

Dans un pays où l'Église passe pour progressiste, Jean-Paul II ne s'est pas écarté de ses positions traditionnelles. Même quand une religieuse lui a présenté une requête polie à Moncton. Comme les autres, elle a été écoutée d'une oreille distraite.

À Montréal et à Toronto, Jean-Paul II a répété son opposition au célibat des prêtres. À Vancouver, il a dénoncé « ce crime inexprimable contre la vie humaine » qu'est, à ses yeux, l'avortement. Hostile à l'ordination des femmes, il a quand même laissé un certain nombre d'entre elles distribuer l'eucharistie à certaines célébrations.

Rien d'étonnant ou de contradictoire dans tout cela. Les Québécois sont prêts, indiquait un sondage, à reconnaître dans Jean-Paul II un leader spirituel. Dans leur vie privée par contre, ils font peu de cas de ces diktats. Contrairement à la position de l'Église, une majorité de Québécois s'étaient prononcés en faveur du divorce, de la contraception et de l'ordination des femmes.

Cela n'a pas empêché la visite d'être un véritable triomphe. À sa descente d'avion, Jean-Paul II a senti la fébrilité, teintée d'angoisse, qui a marqué son arrivée. Surtout après l'explosion d'une bombe, quelques jours plus tôt, à la Gare centrale de Montréal, qui a fait trois morts (des touristes français). L'attentat a contribué à renforcer un dispositif de sécurité exceptionnellement serré aux yeux des observateurs étrangers, qui a coûté pour la seule province de Québec $5 millions.

### À Québec

Du moment qu'il est descendu de la passerelle à l'aéroport de L'Ancienne-Lorette, Jean-Paul II a été accueilli par des débordements d'enthousiasme de milliers de Québécois, berceau de la religion catholique en Amérique du Nord. À la fin de sa première homélie, à Québec, la foule a entonné le traditionnel « Mon cher Jean-Paul » en guise de réponse à l'homélie sur la foi et la culture. (À son retour à Rome, le pape a d'ailleurs demandé qu'on lui transcrive les paroles de la chanson de Gilles Vignault.)

Le reste des 64 heures passées au Québec n'a pas différé de ces premiers instants. Les milliers de curieux qui se sont massés le long du trajet de 281 kilomètres entre Saint-Anne-de-Beaupré et Montréal ont abasourdi les habitués des visites papales. Les gens se précipitaient, en pleine nuit et sous la pluie battante, pour voir passer le « train papal ».

Après avoir assisté au plus beau spectacle de la visite au Stade olympique, Jean-Paul II devait connaître la déception dans les Maritimes où le mauvais temps l'a pourchassé pendant toute sa visite. On a vu, un peu gêné, le chef de l'Église assis sur la papemobile, se promenant sur des chemins déserts entre l'aéroport de Saint-John (Terre-Neuve) et la capitale provinciale. À la messe qui a suivi, la moitié seulement des 200 000 fidèles attendus se sont présentés. Et la pluie avait réussi à en chasser les trois-quarts du parc de Pleasantville avant la fin de la cérémonie.

### Une leçon

Le mauvais temps n'a pas empêché le pape de faire, à Flat Rock, la leçon aux Canadiens en approuvant totalement la déclaration controversée des évêques canadiens sur l'économie, tout en procédant à la bénédiction d'une flotille de pêche. Première ingérance tolérée dans les affaires de l'État canadien. Et pas la dernière.

C'est par la suite à Winnipeg que Jean-Paul II a abordé une autre question particulièrement délicate pour les Manitobains. Auparavant, il avait rassemblé la plus grande foule de la visite à Toronto (près de 500 000 personnes) et reçu un accueil plutôt tiède de la communauté des 50 000 Polonais torontois.

Devant 150 000 fidèles à Winnipeg, Jean-Paul II a dénoncé l'intolérance des majorités qui s'opposent à la reconnaissance des droits linguistiques des minorités. Quelques mois après le rejet du référendum du premier ministre Howard Pawley portant sur un compromis acceptable à la minorité francophone, il était facile de faire le rapprochement. À Ottawa, la Conférence des évêques a bien tenté, mais en vain, d'atténuer l'impression laissée par la pape (ils approuvaient à l'avance la teneur des discours). Rien n'y fit. Les francophobes de l'Ouest venaient de recevoir à la face du monde une magistrale leçon de tolérance de la part du chef de l'Église catholique.

C'est en quittant l'Ontario que le temps, maussade depuis le départ du Québec, a empiré au point de forcer, pour la première fois au cours d'une visite d'un pape à l'étranger, l'annulation de l'étape de Fort Simpson.

L'arrêt impromptu à Yellowknife a provoqué tout un émoi. Méfiants, les autorités ont même obligé les journalistes à remonter à bord de l'avion, qui a tourné quelques minutes au-dessus de l'aéroport local, le temps de permettre à l'appareil transportant les policiers de se poser. Les agents fédéraux se sont alors déployés en haie d'honneur pour protéger Jean-Paul II contre la presse. Sans grand succès. Imprévue, cette escale à Yellowknife a suscité les seuls moments de spontanéité de la visite du pape, qui est allé saluer les 3 000 citoyens réunis près de l'aéroport.

### Un message

Pendant que les autorités policières faisaient vider l'aéroport, Jean-Paul II engegistrait un message à l'adresse des autochtones dans lequel il leur reconnaissait de facto le droit à l'auto-détermination. Dernière ingérance de taille du pape dans les affaires canadiennes.

Jean-Paul II a poursuivi son voyage à Vancouver avant de revenir dans la capitale nationale, où il a été invité à revenir par le premier ministre Brian Mulroney, que le pape rencontrait pour la première fois. À Québec, c'est le premier ministre sortant John Turner qui l'avait accueilli avec Madame le gouverneur général, Jeanne Sauvé.

Un an après la visite de Jean-Paul II au Canada, on suppute encore les retombées « religieuses » du séjour du pape au pays. Quant à eux, les Déné de Fort Simpson attendent toujours que le pape tienne sa promesse de revenir spécialement au Canada pour leur rendre visite.

# *Monsieur Jonas* au congrès de l'Entraide missionnaire

■ Les quelque 525 personnes présentes au congrès de l'Entraide missionnaire, qui a eu lieu à Montréal au cours du week-end, savaient qu'elles allaient y rencontrer Jonas. Mais peu de monde se doutait que le célèbre navigateur de la bible, après avoir enfin mis le pied en terre

**JULES BÉLIVEAU**

étrangère, extirperait de ses sacs de voyage... un rasoir électrique, une lampe de poche et un contenant de sirop d'érable.

Lorsqu'il a écrit cette plaisante satyre en cinq actes intituée *Monsieur Jonas*, le jésuite Guy Paiement avait en tête une idée bien précise: celle d'illustrer qu'il n'est guère facile pour quiconque va à la rencontre des gens d'une autre culture de laisser derrière soi sa propre culture. Et surtout, peut-être, de ne pas avoir peur d'être dérangé par la culture des autres.

Les organisateurs du congrès de l'Entraide missionnaire avaient volontairement choisi un thème provocateur: «Se prendre pour le nombril du monde». Ils voulaient amener les congressistes à apprendre à se décentrer de leur propre culture et à s'ouvrir le plus largement possible aux valeurs des autres modes de vie. C'est dans cette perspective que les participants — une majorité de missionnaires hommes ou femmes religieux ou laïcs, mais aussi des personnes oeuvrant au Québec ou au Canada mais sensibles aux réalités des autres peuples — ont été invités, samedi, à vivre pendant quelques heures une expérience concrète d'une autre culture.

### L'authenticité

C'est ainsi que dans un local de l'école polyvalente où se déroulait le congrès, des participants ont suivi d'authentiques Mayas dans un voyage au coeur même de la culture de leur peuple. D'autres congressistes se sont laissé guider par des Haïtiens dans une expédition qui les a conduits aux racines négro-africaines de la réalité culturelle d'Haïti. Les autres ateliers étaient dirigés par des Vietnamiens, des Égyptiens et des Amérindiens qui ont aussi cherché à partager avec les personnes présentes, et de la façon la moins didactique possible, des réalités de leur culture propre.

Hier matin, les congressistes ont fait le point de leur rencontre avec un missionnaire au Cameroun et professeur à l'Institut des sciences missionnaires d'Ottawa, le père René Jaouen, et le doyen de la faculté de théologie de l'université Saint-Paul d'Ottawa, le père Achiel Peelman. Entre autres consensus, on a vu poindre le fait qu'«il est possible d'être humain et chrétien d'une autre façon que la nôtre».

photo Reuter

**L'épouse du premier ministre Mulroney, Mila, a quitté l'hôpital d'Ottawa hier avec son nouveau-né, Daniel Nicolas Dimitri Mulroney.**

## MILA

SUITE DE LA PAGE A 1

perts estiment que dans cinq p. cent des cas, le bébé doit suivre un traitement.

Quant à Mila Mulroney, elle a dit se sentir en pleine forme. « J'ai hâte de faire de l'exercice », a-t-elle lancé à sa sortie de l'hôpital.

## JOHNSON

SUITE DE LA PAGE A 1

homme de 22 ans lui a lancé, du haut du balcon de la salle : « Partage ton salaire d'abord (...) Ton salaire de $80 000 par année (...) Sers-toé de nous autres, sers-toé z'en encore... »

« Non, a répondu M. Johnson. Je ne veux pas me servir de vous autres. Je veux vous servir.» Là-dessus, « l'indésirable » a été expulsé par le service de sécurité mis en place par le parti et le ministre-candidat a pu poursuivre son discours portant sur la richesse par le partage du travail.

À Rouyn, on s'attendait à ce genre de manifestation, a-t-on indiqué dans l'entourage du Parti québécois de la région. En conséquence, les candidats avaient été avisés de la chose.

Avant qu'il ne soit ainsi interrompu, M. Johnson s'était amusé à ridiculiser le voyage qu'effectue le chef libéral Robert Bourassa en Europe. Un voyage d'études qui prend, selon le ministre, l'allure de vacances qu'il souhaite, pour celui qu'il veut affronter lors des élections générales.

Pour le reste de son intervention, l'aspirant à la succession de M. Lévesque a repris les thèmes et le ton rassurant qui sont siens depuis le lancement de sa campagne, en juillet. Répondant à ceux qui disent de lui qu'il fera reculer le Québec, il a clamé, en guise de conclusion, que jamais il en sera ainsi sous sa gouverne.

« Je le ferai continuer dans la marche et le progrès que lui a insufflé René Lévesque », a-t-il promis.

### Mme Marois parle aux femmes

Pour sa part, Mme Pauline Marois a prononcé un discours qui faisait contraste avec ses performances passées. Elle a choisi en effet un discours rafraîchissant qui s'adressait à la fois aux péquistes et au reste de la population.

Bref, un discours féministe pour les femmes venues l'entendre à Rouyn et ses partisans qui, pour une fois, dépassaient en nombre ceux de ses concurrents.

Après avoir fait le bilan des réalisations du Parti québécois pour donner aux femmes le statut d'égalité qu'elles revendiquent, la candidate a dit que « nous ne voulons plus être derrière les grands hommes », mais plutôt, dorénavant, à côté d'eux.

Mais il reste encore beaucoup à faire, notamment pour la recherche de l'autonomie financière des femmes et pour l'obtention de congés de maternité qui en soient réellement.

Nous construisons les hommes et les femmes de demain, a-t-elle lancé, et c'est pour ça que l'égalité des chances pour tous et toutes s'applique. Autant dans la recherche du plein-emploi pour tous et toutes que dans l'utilisation des ressources humaines en général.

« Je veux que le Parti québécois continue à être le parti des causes gagnées (...) J'ai le goût du Québec, a conclu Mme Marois, et le goût du progès social. Je rêve et je veux encore imaginer un Québec souverain.»

### Jean Garon

Jean Garon a, quant à lui, selon les circonstances et le rythme de son discours, remis ses habits de ministre de l'Agriculture ou ceux du chef de l'État qu'il veut être.

Résolument axé sur le développement économique régional, l'exposé du ministre a, comme précédemment, soulevé la foule. Il a souligné le peu d'attention que les libéraux ont accordée à l'Abitibi-Témiscamingue entre 1970 et 1976. Sans s'adresser directement à son collègue Pierre Marc Johnson, il a dit que lui ne se croise pas les bras quand vient le temps de parcourir le Québec et de faire du développement économique régional. (On sait que les affiches publicitaires de M. Johnson le montrent, très sérieux, les bras croisés.)

Mme Francine Lalonde a pour sa part fait l'historique de son entrée en politique et présenté son objectif de plein-emploi. Comme ailleurs en province, elle suggère que la Caisse de dépôt et placement crée un fonds de développement régional de $100 millions.

De son côté, Guy Bertrand a livré son message indépendantiste et dit que les trois ministres-candidats sont maintenant tous trois fédéralistes.

Enfin, l'écologiste Luc Gagnon, « au risque de me faire tirer des tomates », a vertement critiqué et dénoncé le principal employeur privé de Rouyn-Noranda, la compagnie minière Noranda, comme agent pollueur.

**La Quotidienne** Tirage de samedi

| à trois chiffres | à quatre chiffres |
|---|---|
| 646 | 1659 |

## LA MÉTÉO

Lundi 9 septembre 1985
AUJOURD'HUI: Min.: 10° Max.: 22°
AVERSES
DEMAIN: DÉGAGEMENT

37 -1 01

### Québec

| | Min. | Max. | Aujourd'hui |
|---|---|---|---|
| Abitibi | 4 | 17 | Ensoleillé |
| Outaouais | 11 | 22 | Averses |
| Laurentides | 4 | 19 | Nuageux |
| Cantons de l'Est | 7 | 22 | Averses |
| Mauricie | 7 | 20 | Ensoleillé |
| Québec | 7 | 20 | Ensoleillé |
| Lac-Saint-Jean | 2 | 17 | Ensoleillé |
| Rimouski | 7 | 15 | Ensoleillé |
| Gaspésie | 7 | 15 | Ensoleillé |
| Baie-Comeau | 5 | 18 | Ensoleillé |
| Sept-Îles | 5 | 18 | Ensoleillé |

### Canada

| | Min. | Max. | Aujourd'hui |
|---|---|---|---|
| Victoria | 4 | 12 | Ensoleillé |
| Edmonton | 2 | 9 | Nuageux |
| Regina | 4 | 14 | Ensoleillé |
| Winnipeg | 9 | 16 | Nuageux |
| Toronto | 9 | 21 | Ensoleillé |
| Fredericton | 10 | 17 | Nuageux |
| Halifax | 9 | 16 | Nuageux |
| Charlottetown | 8 | 16 | Nuageux |
| Saint-Jean | 10 | 14 | Nuageux |

### États-Unis

| | Min. | Max. | | Min. | Max. |
|---|---|---|---|---|---|
| Boston | 14 | 18 | N.-Orléans | 19 | 26 |
| Buffalo | 20 | 27 | Pittsburgh | 20 | 26 |
| Chicago | 19 | 29 | S. Francisco | 14 | 21 |
| Miami | 21 | 35 | Washington | 21 | 32 |
| New York | 17 | 26 | Dallas | 21 | 33 |

### les capitales

| | Min. | Max. | | Min. | Max. |
|---|---|---|---|---|---|
| Amsterdam | 10 | 18 | Madrid | 18 | 35 |
| Athènes | 20 | 31 | Moscou | 7 | 16 |
| Acapulco | 22 | 34 | Mexico | 12 | 23 |
| Berlin | 7 | 15 | Oslo | 7 | 12 |
| Bruxelles | 6 | 16 | Paris | 12 | 24 |
| Buenos Aires | 13 | 23 | Rome | 14 | 27 |
| Copenhague | 9 | 13 | Séoul | 20 | 28 |
| Genève | 5 | 19 | Stockholm | 8 | 14 |
| Hong Kong | 26 | 29 | Tokyo | 25 | 34 |
| Le Caire | 22 | 33 | Trinidad | 25 | 32 |
| Lisbonne | 17 | 27 | Vienne | 10 | 15 |
| Londres | 13 | 21 | | | |

# La «super-pêche» est un grand succès

## *Mais on ignore encore si la truite de $10 000 a été retirée du lac des Régates sur l'île Notre-Dame*

Le jeune Rémi Saint-Amant, 7 ans, a eu beau pêcher toute la journée d'hier, aucun poisson n'a mordu à sa ligne.

■ La «super-pêche» qui s'est déroulée en fin de semaine sur l'île Notre-Dame aura été un franc succès. En effet, elle a attiré quelque 36 500 personnes, venues taquiner le poisson dans le secret espoir de prendre la truite valant $10 000. Mais à la fermeture du concours, les organisateurs ignoraient toujours si le précieux spécimen avait été retiré des eaux.

**RONALD WHITE**

« Je suis venu durant les deux jours de la super-pêche, hier (samedi) et aujourd'hui », raconte M. Donald Allan, de Brossard, un des heureux pêcheurs qui a pris une truite valant $1 000. « Hier, j'ai attrappé 13 truites, mais aujourd'hui la température était trop chaude et je n'ai rien pris ».

M. Allan participe depuis quatre ans à cet événement, organisé conjointement par le Club nautique et de plein air de Montréal et le Service des sports et loisirs de la métropole.

« La première année, j'avais attrappé la truite valant $10 000, mais c'était deux semaines après la fermeture du concours. Ça ne m'avait pas rapporté de prix », dit-il. Cette année, il aura été plus chanceux.

M. Sylvain Morrissette est un autre gagnant, qui s'est pour sa part mérité un prix de $500. « Quand j'ai trouvé un emplacement d'où on voyait les truites nager dans l'eau, je me suis dit que c'est là que je pêcherais », raconte-t-il.

Il semble que le jeune homme de Verdun ait pris une bonne décision, puisqu'il a pêché une douzaine de poissons samedi et 13 le lendemain. Trois de ses prises étaient étiquetées, c'est-à-dire qu'elles lui ont valu des prix. Deux de celles-ci étaient des prix de présence, mais le troisième lui a rapporté $500.

« Samedi, un de mes amis m'a accompagné à la pêche. Nous nous étions promis de partager notre prix si l'un de nous gagnait quelque chose. Mais aujourd'hui, il n'est pas venu et c'est dommage pour lui, car nous aurions séparé le montant de ce prix », ajoute-t-il.

La petite Valérie Saint-Amant, 10 ans, n'a pas eu la chance de prendre une truite étiquetée. « Pourtant, elle a eu la joie de sa vie puisqu'elle a attrappé son premier poisson aujourd'hui, une petite perchaude », raconte sa mère Ginette. Celle-ci est venue passer la journée d'hier sur le bord du lac des Régates, avec ses deux enfants.

Le jeune Cuong Ngominh, de Brossard, a pris cinq truites enregistrées dans la seule journée de samedi. « Aujourd'hui, je n'ai pris que des poissons sans étiquette. Mais je vais les faire enregistrer quand même car ils peuvent me valoir des prix de présence », dit-il, décrochant un achigan de son hameçon.

photos Robert Mailloux, LA PRESSE

Michael Brissette, 6 ans, et sa soeur Marie-Julie, 2 ans, n'ont pas pris de poisson mais ils se sont amusés à pêcher toute la journée.

# Dix-huit pertes de vie accidentelles ce week-end

■ Au moins 18 personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec ce week-end. La route a fait 15 victimes, dont six piétons, et trois personnes se sont noyées.

La pire tragédie est survenue samedi à Cap d'Espoir, en Gaspésie. Six personnes, dont trois membres d'une même famille, ont péri dans une collision frontale sur le route 132. Quatre personnes ont jusqu'à présent été identifiées : il s'agit de **Roland Proulx**, âgé de 52 ans, sa femme, **Gladys Savage**, âgée de 41 ans et leur fille de 17 ans, **Isabelle Proulx**, tous trois de Percé, de même que **Gilles Boutin**, 36 ans, de Grande-Rivière.

Le corps d'une femme âgée de 30 ans a été repêché dans le lac Memphrémagog dimanche après-midi. La jeune femme dont l'identité n'a pu être révélée hier soir, résidait à Magog. La police croit que la victime aurait pu s'assommer en tombant de sa planche à voile et se noyer.

Un homme de 34 ans, **Pierre Bonin**, de Montréal, a été happé par un véhicule sur la route 10 à Carignan. L'accident est survenu tôt dimanche matin.

Un cycliste a perdu la vie dimanche vers 9 heures après avoir été frappé par une automobile sur la route 112 à Sainte-Marie-de-Monnoir. La victime est **Emery Parent**, âgé de 48 ans, de Saint-Hubert.

Un jeune homme de 20 ans, **Guy Thibault**, de Montréal a perdu la vie dans la nuit de samedi après avoir été éjecté du véhicule à bord duquel il avait pris place. Le conducteur a perdu la maîtrise de son véhicule sur la route 15 à la hauteur de Prévost, dans la région de Saint-Jérome.

Dans la région de la Beauce, un enfant de six ans, **Jean-François Pomerleau**, est mort samedi des suites d'un accident survenu vendredi. L'enfant avait été frappé par une voiture.

Un homme étendu sur la route s'est fait écraser par une automobile vers vers 1 h 30, samedi, à Robertsonville, près de Thetford-Mines. La victime est **Richard Cyr**, âgé de 31 ans, de Thetford-Mines.

Samedi, un homme de 34 ans, **Antoine Desmarais**, de Rivière-des-Prairies, a été retrouvé noyé dans la rivière Ouareau à Chertsey.

**Robert St-Yves**, âgé de 31 ans, a été écrasé samedi par un tracteur. L'accident est survenu à Charette, en Mauricie.

Une fillette de trois ans, **Karelle Pagé**, de Laval, qui se promenait à bicyclette sur le bord du lac Archambault, à Saint-Donat, est tombée à l'eau. L'accident s'est produit samedi vers 16 heures.

Un piéton a été happé par un camion vendredi soir, vers 20 heures, à Otter Lake, dans la région de Hull. La victime est **Christopher Dubeau**, âgé de 14 ans, de Otter Lake.

Un homme de 28 ans, **Michel Auger**, de Clericy, est mort vendredi soir vers 19 heures après avoir perdu le contrôle de son véhicule à Notre-Dame-du-Nord, en Abitibi.

Un bambin de 15 mois, **Jocelin Grimard**, de Fortierville, a été happé par un véhicule, vendredi en début de soirée, sur la route 265, à Parisville dans le comté de Lotbinière.

# Le péage fait encore des malheureux...

■ Des milliers d'automobilistes ont mis plus d'une demi-heure, hier soir, à franchir les quelque cinq kilomètres qui séparent le pont enjambant la rivière Richelieu du poste de péage de Chambly sur l'autoroute des Cantons de l'est.

La raison de cette interminable attente : la démolition du poste de péage. Ce cauchemar dure depuis déjà une semaine et, d'après un policier de la Sûreté du Québec, les travaux doivent durer encore plusieurs jours sinon des semaines.

D'après le policier, la signalisation de fortune établie par le ministère des Transports à l'approche de l'ancien poste de payage, est loin d'être adéquate et serait même dangereuse. L'autoroute est en effet réduite de deux voies à une seule à l'approche de l'ancien poste et ce sont de simples barils — d'ailleurs non éclairés — qui le signalent.

Hier soir, nombreux sont les automobilistes qui, lassés de faire la queue, ont décidé de circuler sur l'accotement pour aller plus vite, avec les risques que pareille manoeuvre peut comporter.

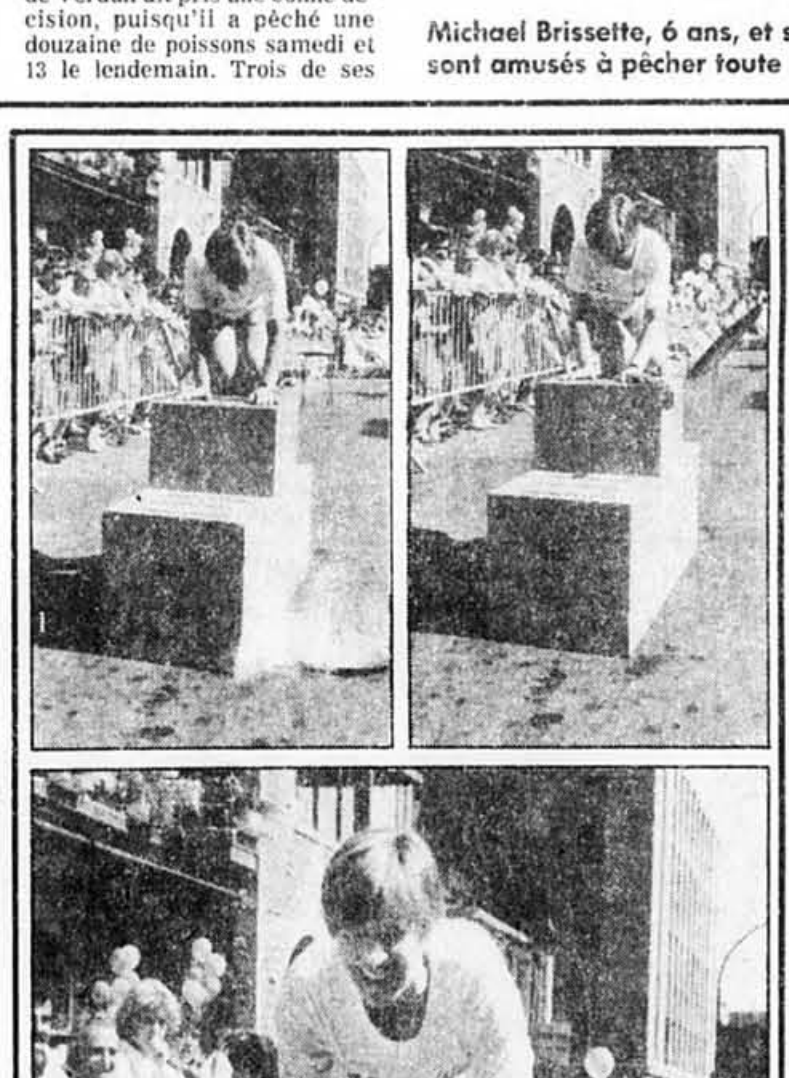


photo Robert Mailloux, LA PRESSE

## Tout comme au restaurant!

**Pas de chance ! Jeannine Gorka, du restaurant Le Caveau, a trébuché avant d'avoir pu compléter la course des serveurs et serveuses de la région de Montréal, qui s'est déroulée hier sur la rue Crescent. Mais qu'importe, l'événement a tout de même permis d'amasser une somme de plus de $1 000, qui sera versée à la Fondation de l'hôpital Sainte-Justine. Plusieurs centaines de personnes ont assisté à la compétition charitable, au cours de laquelle les participants doivent parcourir plus de 150 mètres semés d'obstacles en transportant un cabaret sur lequel sont disposés trois verres pleins. Ce sont les employés du Pavillon de l'Atlantique qui ont remporté les principaux honneurs.**

# La Commission de police siège cette semaine à St-Jean

■ La Commission de police du Québec (CPQ) tiendra cette semaine deux audiences publiques sur le Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu et sur certains de ses membres, dont le directeur. Les commissaires Fernand Côté et Robert Turpin auront à se prononcer sur une plainte pour brutalité et sur l'administration du service lors d'une enquête sur un vol à main armée.

**RONALD WHITE**

Les audiences se dérouleront en deux parties. Demain à 10 heures, au palais de justice de Saint-Jean, on étudiera l'administration du service en relation avec l'enquête qui a suivi un important vol à main armée, survenu le 11 octobre 80 dans une bijouterie de cette localité.

Cette enquête de la Commission porte sur le comportement du directeur Rolland Poissant, du lieutenant-détective Réal Gagnon, du lieutenant Guy Richard, de l'enquêteur Yvan Huard et des agents René Paquette et André Ledain. L'enquêteur de la CPQ dans cette cause est M. Yvan Trudel.

La seconde enquête publique aura lieu mercredi à 14 h 30, toujours au palais de justice. Elle devra faire la lumière sur une plainte pour brutalité policière, logée par un citoyen. Selon le plaignant, M. Vainqueur Boncoeur, les agents Henri Latour et Yves Tétreault auraient fait preuve de brutalité lors de son arrestation, survenue le 13 octobre 1983 dans la région de Saint-Jean.

La Commission a décidé de tenir des audiences publiques à ce sujet après que son enquêteur, M. J.L. Fourcaudot, ait remis son rapport, ayant lui-même rencontré le plaignant et les agents mis en cause.

## Tirage accru de LA PRESSE

■ VANCOUVER — Pour la période qui s'est écoulée entre le 31 mars 1983 et le 31 mars 1985, LA PRESSE a été au deuxième rang des grands quotidiens canadiens qui ont connu la meilleure augmentation de leur tirage.

Durant cette période, LA PRESSE a augmenté son tirage (sur semaine) de neuf p. cent pour atteindre une moyenne de 202 000 exemplaires par jour. La plupart des autres quotidiens au Canada ont connu de très modestes gains ou alors ont affiché une baisse de tirage.

C'est le *Vancouver Province* qui a connu la plus forte augmentation de son tirage, soit 21 p. cent, et son tirage a atteint 162 000 exemplaires. Ces données sont tirées du plus récent rapport de l'Audit Bureau of Circulation, l'autorité en matière de tirage au Canada. L'augmentation constatée au *Province* est la plus forte parmi les 17 quotidiens canadiens dont le tirage est supérieur à 100 000 exemplaires.

— d'après Canadian Press

# Un adolescent est blessé dans une bagarre à NDG

■ Tard hier soir, une dispute survenue entre un Noir et un jeune Blanc en face du 4761 Barclay, à Montréal, s'est terminée par des blessures infligées à l'adolescent, qui aurait été poignardé par le Noir.

Celui-ci a réussi à prendre la fuite. La police détient cependant un homme qui accompagnait le présumé agresseur et elle a également procédé à l'interrogation d'un témoin de l'incident.

Le garçon victime de l'attentat a été transporté au Jewish Hospital de Montréal, où il repose dans un état grave. Sa vie ne serait cependant pas menacée.

Il semble que l'incident aurait commencé par une dispute entre deux Blancs et deux Noirs où les injures auraient fait place à des coups de couteau.

# Incendie dans un entrepôt

■ Un incendie a éclaté hier après-midi dans un entrepôt de bouteilles vides de la brasserie Labatt, au 6090 boulevard Newman, à Lasalle. L'incendie a pris naissance vers 13 heures et il a fallu près de 10 heures à quelque 60 pompiers pour combattre les fammes. Personne n'a été blessé mais l'entrepôt est très lourdement endommagé. Une enquête est en cours pour déterminer la cause du sinistre.

## LE FESTIVAL WESTERN DE SAINT-TITE SEMBLE BIEN PARTI

# Le cheval hennit mais le cowboy grogne...

**SAINT-TITE — Le Festival western de Saint-Tite est très bien parti. Les organisateurs évaluent à plus de 75 000 le nombre des spectateurs qui se sont massés le long des rues de la ville de 4 200 habitants pour regarder passer le défilé, hier après-midi.**

**PAUL ROY**

Un beau défilé. Avec une centaine de cowboys, de cowgirls et de chevaux, des dizaines d'attelages, de chars allégoriques et de corps de clairons, tambours et majorettes. Un défilé de trois à cinq kilomètres de longueur, au dire d'organisateurs.

Mais sous leurs grands chapeaux, plusieurs des cowboys qui paradaient avaient la mine basse. « C'est nous autres qui faisons le défilé et on se fait égorger tout rond cette année, accuse Normand Plante, de Lac-aux-Sables. On se fait de belles voitures, on astique nos attelages et on se fait exploiter ! »

Les années précédentes, plusieurs prorpiétaires de chevaux venaient passer une ou deux fins de semaine à Saint-Tite, durant le festival. Ils se promenaient parmi la foule, laissaient flatter leur monture par les cowboys à pied et en retiraient une certaine fierté.

« Après tout, clame Jean-Paul Ayotte, de Tracy, de quoi ça aurait l'air, un festival western sans chevaux ? »

### Règles changées

Plusieurs campaient et gardaient leurs chevaux à côté d'eux, dans des roulottes ou des camions. Mais cette année, les règles du jeu ont changé : tous les chevaux doivent dormir dans les stalles du festival et leurs propriétaires doivent débourser $25 par bête par week-end. Qui plus est, les cavaliers n'ont pratiquement plus le droit de se promener parmi la foule avec leurs montures.

M. Ayotte et son fils Yves, âgé de 27 ans, sont des habitués du festival. Ils y viennent avec leurs chevaux depuis 17 ans. Et jusqu'à il y a quelques années, c'était toute la famille Ayotte, qui compte six enfants, qui venait à Saint-Tite durant le Festival. Tous et toutes ont leur cheval.

« S'ils continuent de fermer des rues aux chevaux, ce ne sera plus un festival western tout à l'heure, lance M. Ayotte. Et puis, se promener à cheval dans des rues où il n'y a personne, à quoi ça sert ? C'est nous-autres, les gars à cheval, qui avons mis Saint-Tite sur la carte ! Et ils nous traitent comme s'ils ne voulaient plus nous avoir. »

Jocelyn Côté, de Saint-Ferdinand d'Halifax, n'était guère de meilleure humeur. « Moi j'arrive ici avec deux chevaux. J'apprends que ça va me coûter $50 pour la fin de semaine et que je ne peux plus aller nulle part. On est un groupe d'une trentaine, on a une douzaine de chevaux, des voitures... Tout-à-l'heure, les gars du Festival sont venus nous demander si on était satisfaits, j'te dis qu'on leur au sauté sur la tomate ! »

### Une stalle pour deux

Denis Toutant ne voulait pas envoyer ses deux poneys aux stalles samedi soir. Mais il a dû s'y résoudre. Il n'a loué qu'une stalle pour les deux et en a retrouvé un ensanglanté hier matin. « Celui-là a dû avoir peur et a rué sur l'autre. » L'animal arborait plusieurs marques de coups sur une cuisse.

Micheline Lajeunesse aussi déplore qu'on ne puisse plus circuler parmi la foule avec les chevaux. Mais elle dit comprendre les organisateurs.

« Il y a eu des abus, dit-elle, il y en a qui ont *ambitionné* et on paie pour eux. J'ai déjà vu des gens accrocher des enfants avec leurs voitures et continuer leur chemin comme si de rien n'était. »

Mais les torts n'étaient pas que du côté des propriétaires de chevaux. Michel Pothier, le président du festival, raconte que des piétons ont déjà éteint des cigarettes sur des cuisses de chevaux. Il y a quelques années, une cavalière avait ainsi été renversée et piétinée à mort par son cheval qui s'était emporté.

Quoi qu'il en soit, plusieurs des propriétaires de chevaux que LA PRESSE a interrogés hier ont affirmé que l'an prochain, la 19e édition du festival aura lieu sans eux.

D'autres, comme Denis Toutant, hésitaient encore : « Ça se peut que oui, ça se peut que non... »

### De retour... à pied

Normand Plante, lui, n'a pas attendu pour passer aux actes. Quand on lui a dit que ses trois chevaux devraient dormir dans les stalles du Festival, il les a ramenés chez lui et est revenu à pied.

Mme Lajeunesse ne croit cependant pas que le Festival manquera de chevaux l'an prochain. « À chaque année c'est pareil, dit-elle : ils disent qu'ils ne reviendront pas... et ils reviennent toujours. »

On peut les comprendre : quand on est cowboy dans l'âme, comment peut-on se contenter de regarder passer le défilé... alors qu'on pourrait être dedans ?

De dire Jocelyn Côté, de Saint-Ferdinand d'Halifax : « Les autres années, on aimait bien ça... »

Le concours de tir attire beaucoup d'amateurs.

En entrant à Saint-Tite, Sylvie Bernier s'est empressée d'aller acheter un chapeau.

photos Armand TROTTIER, LA PRESSE

Yves Ayotte et son père, Jean-Paul, viennent au Festival depuis 17 ans. « À tous les ans, on nous ferme de nouvelles rues. »

photo Armand Trottier, LA PRESSE

M. Reynald Boulet, dont la famille fabrique les célèbres bottes Boulet, est un des instigateurs du Festival de Saint-Tite.

# Une croissance phénoménale

**SAINT-TITE — Officiellement, le Festival western de Saint-Tite, une des plus importantes manifestations du genre au Canada, en est à sa 18e édition. Mais officieusement, c'est en 1966 qu'il a débuté.**

**PAUL ROY**

La famille Boulet (on prononce Boulé), qui s'était lancée dans la fabrication de bottes western, avait organisé un petit rodéo sur le terrain de balle-molle de Saint-Tite. « Il avait fait mauvais mais on avait quand même attiré 6 000 personnes sous la pluie », se rappelle Reynald Boulet.

Devant ce succès inattendu, les marchands locaux avaient eu l'idée d'un festival de trois jours. La famille Boulet s'associa étroitement à l'affaire.

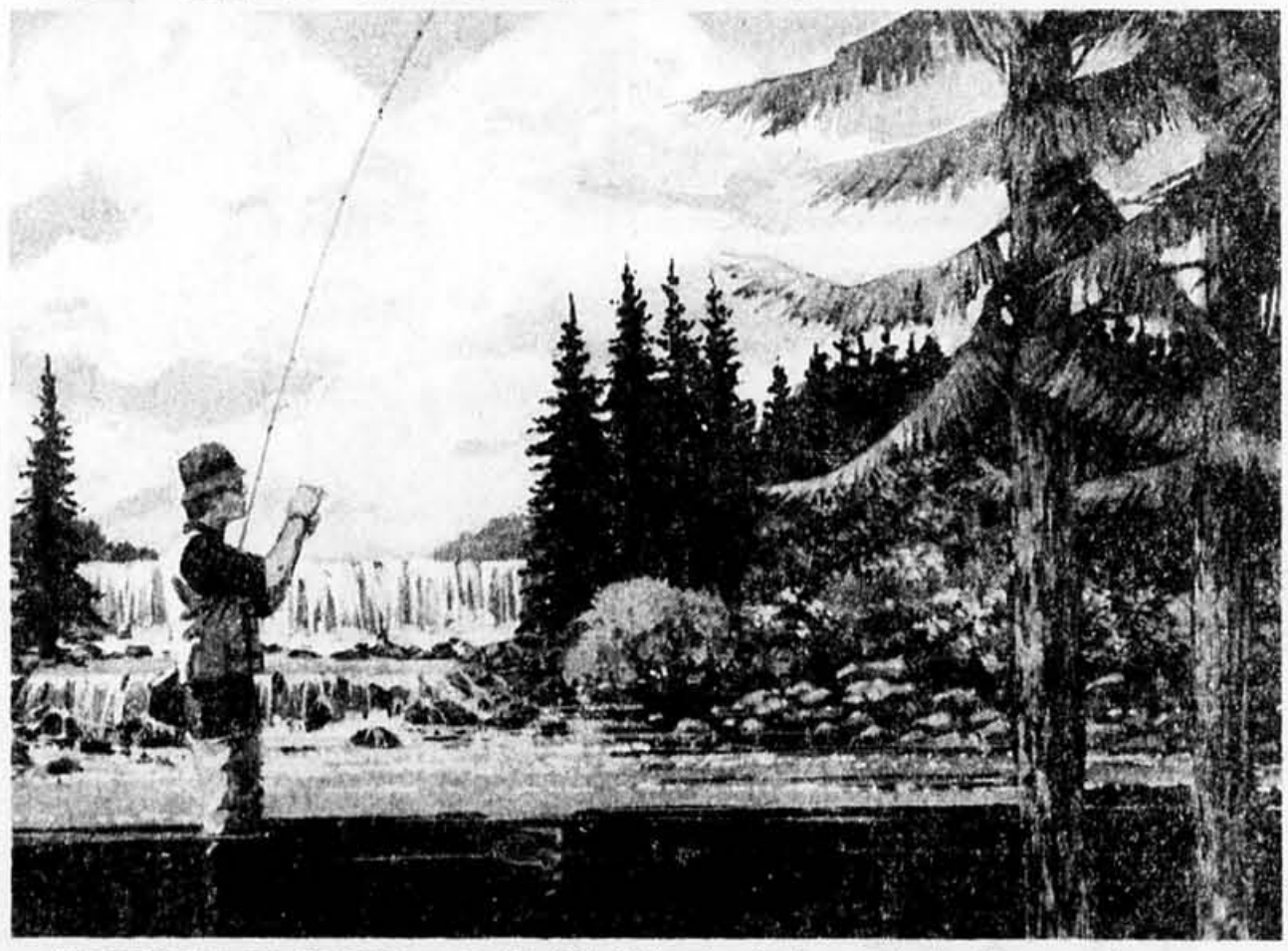
« La première année, on avait eu 15 000 personnes, la deuxième 35 000 et, depuis quelques années, on plafonne entre 250 000 et 300 000 visiteurs », précise Reynald Boulet. L'événement dure maintenant 10 jours.

« C'est un phénomène dur à expliquer : on est en dehors des circuits touristiques et la mode western a beaucoup baissé ces dernières années. »

C'est une mode qui a atteint son apogée durant les années 79, 80 et 81. « En décembre 80, relate M. Boulet, on a fabriqué entre 190 000 et 200 000 paires de bottes et on a refusé autant de commandes. Tout le monde portait des bottes western. » Depuis deux ou trois ans, la manufacture, qui emploie 150 ouvriers sept ou huit mois par an, produit environ 100 000 paires de bottes.

M. Boulet dit avoir de bonnes raisons de croire que la vague western va revenir, vers 86 ou 87. Pour le moment, de 60 à 65 p. cent de sa production est écoulée en Alberta et dans les provinces de l'ouest et un autre 20 p. cent va en Ontario. Le Québec, se contente d'un maigre sept à huit p. cent.


# ON S'OCCUPE DE NOS NUAGES



**On prévoit pour demain des pluies moins acides.**

Sous l'impulsion du gouvernement du Québec, les industries entreprennent de réduire leurs émissions d'anhydride sulfureux.

Maintenant, les cheminées des fonderies de cuivre, des industries des pâtes et papiers et des systèmes institutionnels et industriels de combustion doivent diminuer leurs rejets d'anhydride sulfureux. D'ici cinq ans, le gouvernement du Québec aura contribué à réduire de près de la moitié, par rapport aux rejets de 1980, les émissions québécoises de polluants qui, lors de leur séjour dans l'atmosphère, se transforment en acides et se mêlent aux précipitations des lendemains. Avec ces nouvelles mesures de réglementation, le Québec prend l'initiative de la lutte aux précipitations acides. La qualité de vie de notre milieu y gagne en santé.

Des précipitations moins acides, cela signifie que nos lacs conservent leur qualité naturelle et leurs poissons. Et on protège l'avenir de nos forêts.

Des précipitations qui recommencent à abreuver de santé nos lacs, nos rivières et nos forêts, c'est toute une retrouvaille.

Québec

**Au Québec, on retrouve notre vraie nature**

SI PRETORIA NE BOUGE PAS

# Ottawa se montrera plus dur envers l'Afrique du Sud

■ La patience dont le Canada fait montre à l'endroit du régime raciste d'Afrique du Sud commence à s'éroder, et Ottawa pourrait durcir sa position début octobre si le président Botha ne modifie pas sa politique d'apartheid.

**MARIO FONTAINE**

C'est ce qu'a indiqué hier M. Gerry Weiner, secrétaire parlementaire aux Affaires extérieures. Des consultations auront lieu au cours des trente prochains jours entre le gouvernement et des banquiers, des investisseurs, des importateurs et des exportateurs, a-t-il précisé. Leur but: trouver les moyens de pression susceptibles de faire bouger Pretoria.

« Si par exemple nos importateurs cessent d'acheter des oranges d'Afrique du Sud, les producteurs de ce pays se chargeront bien de faire pression sur leur propre gouvernement », de dire hier M. Weiner à une quarantaine de délégués du Conseil juif du Commonwealth réunis à Montréal.

Il y a quelque temps, le premier ministre Mulroney avait promis de nouvelles sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, mais il a fait marche arrière la semaine dernière. Ces sanctions nuiraient beaucoup aux Noirs, aux Métis et aux Indiens, a expliqué le chef tory. Pourtant, les leaders noirs de ce pays appellent eux-mêmes la communauté internationale à exercer des pressions sur le gouvernement (à minorité blanche) de Pretoria.

Les 25 dernières années n'ont pas été des années de progrès mais de régression en Afrique du Sud, soutient M. Weiner. Le bras droit du ministre Joe Clark et député de Dollard-des-Ormeaux aux Communes estime que l'heure n'est plus aux courbettes (« niceties ») mais à l'action.

### Un Commonwealth juif

Lui-même de religion juive, le secrétaire parlementaire a incité les délégués à la conférence du Conseil juif du Commonwealth, venus de 19 pays, à adopter une position très « agressive » contre l'Afrique du Sud.

D'expliquer M. Weiner, « nous (les juifs) qui avons souffert tant de persécutions pouvons comprendre ce que ressentent les autres communautés minoritaires. Et dans ce cas-ci ce n'est même pas une minorité, mais une majorité. »

Les délégués à cette conférence — tous juifs et habitant dans

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

**Le secrétaire parlementaire aux Affaires extérieures, Gerry Weiner.**

des pays du Commonwealth britannique — ont entamé leurs travaux hier dans la métropole, et se rendent à Ottawa aujourd'hui. La question de l'Afrique du Sud devrait y être à nouveau soulevée, comme elle le sera le mois prochain à la conférence des chefs d'État du Commonwealth, aux Bermudes.

FAILLITE DE LA BANQUE COMMERCIALE

# L'Opposition réclame un débat d'urgence

■ OTTAWA — Les deux partis d'opposition aux Communes ont réclamé hier un débat d'urgence sur la débâcle de la Banque Commerciale du Canada.

« C'est une gaffe monumentale de $1 milliard, et cela dénote un manque de compétence alarmant de la part du ministre des Finances », de dire le chef de l'opposition John Turner.

« Toute cette histoire doit être examinée et débattue de fond en comble dès aujourd'hui (lundi) », a pour sa part déclaré le chef néo-démocrate Ed Broadbent au terme d'une réunion de son caucus à Mont Sainte-Marie, au Québec.

Le chef libéral n'a pas précisé à quelle date il voulait voir engagé le débat sur l'affaire de la Banque Commerciale du Canada, indiquant seulement que cela devait figurer « assez tôt sur l'agenda. » Ed Broadbent, quant à lui, veut que le débat s'amorce dès aujourd'hui.

Mais l'adoption de mesures annoncées dans le premier budget du gouvernement conservateur, la création d'emplois et la libéralisation des échanges avec les États-Unis seront certainement au centre de la session parlementaire qui s'ouvre aujourd'hui à Ottawa.

Sont également inscrits au calendrier les 16 projets de loi qui n'ont pas été examinés le printemps dernier, en travaux parlementaires, et qui concernent entre autres le démantèlement de Canagrex, une agence de marketing agricole mise sur pied par les libéraux; les mesures visant à freiner la prostitution; la syndicalisation des employés du Parlement mais sans l'octroi du droit de grève; et l'implantation de programmes d'action positive pour les femmes et les minorités.

En ce qui concerne les programmes sociaux, les chefs du NPD et du Parti libéral ont déjà averti le gouvernement conservateur qu'ils s'opposeraient à des propositions visant à désindexer les allocations familiales et apporter des modifications aux crédits d'impôts destinés aux enfants.

M. Broadbent a affirmé au cours du week-end que son parti luttera afin que les Conservateurs placent la question de l'emploi en tête de liste.

Par ailleurs, la rentrée parlementaire aux Communes sera marquée par un ensemble de réformes visant à rehausser le rôle des députés.

Parmi ces réformes, notons la mise en place de commissions législatives pour réviser les projets de loi privés, l'ajout de membres ne faisant pas partie du gouvernement dans le comité de révision de l'administration des Communes et l'élimination des références aux votes de non-confiance — qui permettent en théorie de renverser le gouvernement.

D'autres réformes touchent également la période de questions: celle-ci sera limitée à la réponse de deux membres de l'opposition, lors des énoncés spéciaux des ministres.

De plus, on va instaurer un système de vote secret concernant l'élection d'un nouveau président des Communes et un changement permettant à quatre membres de n'importe quel comité de convoquer une réunion.

« C'est un essai et nous verrons comment cela se déroulera », déclare Stephen Beatty, l'adjoint du leader parlementaire conservateur, M. Ray Hnatyshyn. — d'après CP et PC


L'ajustement c'est notre affaire...

White Cross

Voyez notre collection de souliers profonds!

Conçu pour installer des orthèses. Idéal pour la marche et le travail!

4384W

Noisette, gris, taupe, brun, blanc.

| B | C | D | E | EE |
|---|---|---|---|---|
| 5-11 | 6-10 | 5-11 | 6-10 | 6-10 |

Un seul modèle illustré

C.BEAUSOLEIL INC.

1036, rue Ontario est angle Amherst 522-6338

781, rue Jean-Talon est face au métro 272-7222


# Les néo-démocrates ont trouvé une nouvelle façon de faire de la politique

■ Les néo-démocrates du Québec se sont résolument relancés sur la scène provinciale en fin de semaine, afin, d'expliquer leur leader John Harney, d'offrir aux Québécois une « nouvelle façon de faire de la politique ».

**PIERRE VENNAT**

Cette « nouvelle façon » consiste surtout à faire valoir le point de vue québécois en noyautant les institutions politiques partisanes fédérales.

Selon M. Harney en effet, le NPD-Québec sera complètement différent de tout ce qui existe actuellement en fait de partis politiques. Complètement « autonome » sur le plan provincial, il sera néanmoins « associé » à un parti fédéral.

Il pourra donc, contrairement au Parti québécois ou à l'Union nationale ou même du Parti libéral du Québec, pouvoir faire valoir directement les points de vue de ses membres au sein du parti fédéral, puisque ses membres sont automatiquement membres des deux.

Enfin, affirme-t-il, contrairement aux partis conservateurs ou libéraux des autres provinces, le NPD-Québec ne sera pas une succursale du parti fédéral mais ce sera plutôt lui qui dictera au parti fédéral sa politique québécoise.

Quant aux idées nouvelles que défendra la nouvelle formation, outre la reconnaissance du statut de la nation canadienne-française dans tout le Canada, en plus de la reconnaissance d'une société et d'un peuple québécois et d'un programme économique social-démocrate axé notamment sur le développement de coopératives ouvrières, il y a l'avortement libre et gratuit pour celles qui le désirent, la lutte aux armements et à l'énergie nucléaire et surtout la volonté de donner aux travailleurs québécois un véritable parti parlant en leur nom.

### 122 candidats

M. Harney a promis que son parti aurait 122 candidats aux prochaines élections, qu'elles aient lieu à l'automne ou au printemps prochain.

Élu premier leader du NPD-Québec constitué en parti provincial selon la nouvelle loi électorale, M. Harney l'a emporté sur trois autres candidats, en récoltant 75 p. cent des voix au premier tour.

Le parti n'a pas voulu dévoiler combien de votes avaient reçu ses adversaires. Tout ce qu'on a su, c'est que M. René Boulard a été élu deuxième, Mme Marie-Agnès Gagnon, troisième et M. Pierre Bourgeois, quatrième.

M. Harney, qui insiste pour se faire appeler « Jean-Paul » depuis qu'il est revenu au Québec (il fut baptisé sous le nom de « John Paul », sera lui-même candidat. Mais il n'a pas voulu dire où.

L'ancien député à la législature ontarienne, qui enseigne toujours trois jours par semaine à l'Université York de Toronto, a récolté 11 000 votes dans Lévis aux élections fédérales de septembre 1984.

Mais Lévis est le comté de Jean Garon à l'Assemblée nationale et M. Harney a dû admettre hier après-midi en conférence de presse que même certains de ses organisateurs fédéraux sont dans le camp de M. Garon au provincial.

Même si M. Harney prétend avoir les reins assez solides pour affronter M. Garon, il a admis que pour des raisons de stratégie, il est possible qu'il se présente ailleurs.

Le NPD n'a pas présenté de candidats aux élections provinciales depuis 1976 et l'avènement du Parti québécois. Son nouveau leader, qui de toute façon agissait comme leader québécois des troupes néo-démocrates fédérales depuis deux ans, croit possible de faire élire 20 députés. Du moins est-ce l'objectif qu'il s'est fixé.

# Le NPD ne veut pas faire « d'excès de libéralisme »

■ Le Nouveau parti démocratique n'a jamais sérieusement songé à choisir son leader au suffrage universel. Et ce même si, au Québec, il ne compte présentement que 2 000 membres.

**PIERRE VENNAT**

Selon son leader, John Harney, élire le chef d'un parti politique au suffrage universel pourrait même constituer un « excès de libéralisme politique ».

Le NPD, quant à lui, ne veut pas dissocier l'adoption du programme d'un parti et l'élection d'un leader. En un mot, si on veut permettre à tous les membres d'élire un chef, il faut leur permettre d'avoir tous un mot à dire sur l'adoption du programme du parti.

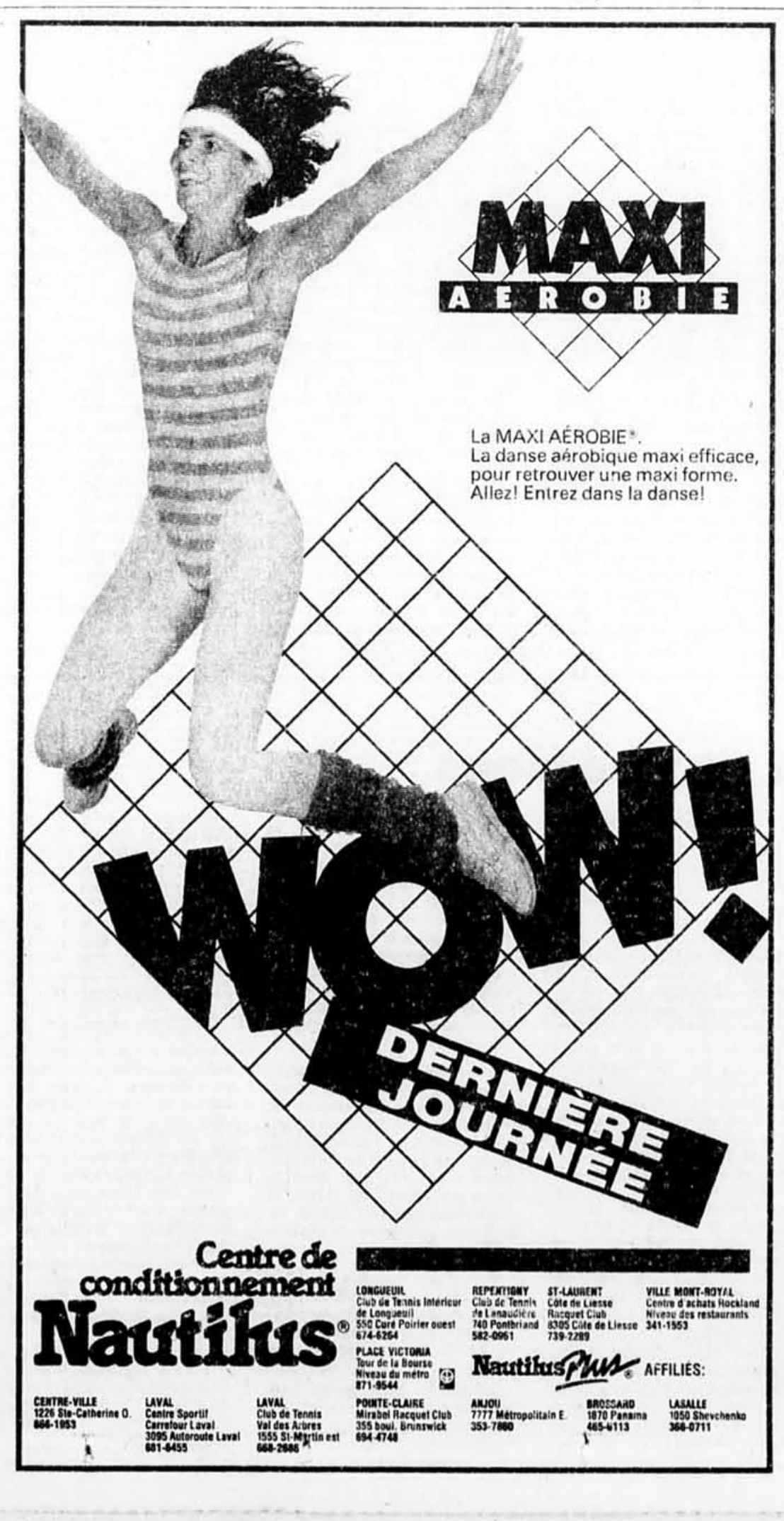
Il n'est pas opposé, en principe, à ce que tous les membres puissent se prononcer sur la plate-forme du parti, à condition que cela soit possible, ce dont il est loin d'être certain.

Selon lui, un congrès demeure donc la formule la plus démocratique puisque chaque délégué peut s'exprimer. Et selon lui, il est également normal que ce soient ceux qui décident du programme d'un parti qui choisissent son chef. Sinon, on risque de sombrer dans l'excès de libéralisme politique.

À la question de savoir s'il ne peut pas paraître curieux qu'un parti social-démocrate parle d'excès de libéralisme politique, M. Harney réplique que tous les excès faussent le jeu de la démocratie.

182 délégués, soit environ un par dix membres du parti, ont participé hier au choix du leader néo-démocrate, qui l'a emporté sur trois concurrents par 75 p. cent des voix. Le parti a refusé de dévoiler le décompte exact des voix pour chaque candidat.

**Jean-Paul Harney, chef du NPD-Québec.**


La MAXI AÉROBIE*.
La danse aérobique maxi efficace, pour retrouver une maxi forme.
Allez! Entrez dans la danse!

Centre de conditionnement Nautilus®

LONGUEUIL Club de Tennis Intérieur de Longueuil 550 Curé Poirier ouest 674-6264
REPENTIGNY Club de Tennis de Lanaudière 740 Pontbriand 582-0961
ST-LAURENT Côte de Liesse Racquet Club 8305 Côte de Liesse 739-2289
VILLE MONT-ROYAL Centre d'achats Rockland Niveau des restaurants 341-1553
PLACE VICTORIA Tour de la Bourse Niveau du métro 871-9544

NautilusPlus® AFFILIÉS:

CENTRE-VILLE 1226 Ste-Catherine O. 866-1953
LAVAL Centre Sportif Carrefour Laval 3095 Autoroute Laval 681-6455
LAVAL Club de Tennis Val des Arbres 1555 St-Martin est 668-2686
POINTE-CLAIRE Mirabel Racquet Club 355 boul. Brunswick 694-4748
ANJOU 7777 Métropolitain E. 353-7860
BROSSARD 1870 Panama 465-6113
LASALLE 1050 Shevchenko 368-0711



Cours de base de Fine Cuisine Familiale

par Henri Bernard

1 fois par semaine à compter du 23-24 ou 25 sept.

Permis d'enseignement de culture personnelle 749640

Renseignements:

843-6481

Institut Culinaire Henri Bernard

3942, rue St-Denis, Montréal H2W 2M2


« LE CANADA EST EN FAILLITE »

# Turner accuse Mulroney de faire preuve d'irresponsabilité

■ OTTAWA — L'opinion émise vendredi dernier par le premier ministre Brian Mulroney selon laquelle le Canada est en faillite est « la déclaration la plus irresponsable que j'ai entendue de la bouche d'un premier ministre au cours des dernières années », a fait savoir hier le leader libéral, John Turner.

« Mon Dieu, quelle belle publicité pour nous dans les capitales », s'est exclamé M. Turner au sortir d'une réunion de son caucus, réunie de 90 minutes consacrée à la préparation d'une nouvelle session aux Communes, qui commence aujourd'hui.

M. Mulroney avait déclaré vendredi que le rapport publié la semaine dernière par la Commission Macdonald sur l'économie était une nouvelle preuve étayant les dires des Conservateurs.

« Nous avons tenté de vous dire depuis pas mal de temps que ce pays était en faillite », a dit M. Mulroney en s'adressant aux reporters.

« Donald Macdonald n'a jamais dit cela », a répliqué M. Turner. « Donald Macdonald a dit qu'il fallait réduire notre déficit. J'ai moi-même déclaré cela en d'autres circonstances... », a ajouté le chef libéral.

« Ce pays n'est pas fauché », a dit M. Turner. « Quand on est fauché, cela veut dire que l'on ne peut pas payer ses dettes quand vient l'échéance. Nous habitons un pays très riche. S'il est bien administré, ce pays peut être un endroit très agréable où passer sa vie », a renchéri le successeur de M. Trudeau.

« Mais il n'est pas dans l'intérêt de qui que ce soit de déclarer à la face du monde que ce pays n'est plus solvable, que ce pays est fauché », a dit M. Turner.

— d'après CP

# ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER D. LANDRY
président et éditeur

MICHEL ROY
éditeur adjoint

CLAUDE GRAVEL directeur de l'information
JEAN-GUY DUBUC éditorialiste en chef

## Un rapport affaibli par son analyse

Le libre-échange avec les États-Unis, la sécurité du revenu, la réforme radicale de l'assurance-chômage: la Commission Macdonald n'y va pas de main morte dans ses recommandations. Ses solutions à la léthargie dont souffre le développement économique du Canada ne sont pas neuves. Le mérite de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada est d'avoir rassemblé ces recommandations en un tout cohérent, fondé sur une analyse minutieuse de la situation actuelle du Canada et des aspirations véritables des Canadiens.

L'accueil favorable réservé au rapport dans beaucoup de milieux témoigne de la nécessité des réformes préconisées et permet d'espérer qu'il inspirera nos gouvernants. La crise que traverse le Canada est trop profonde pour qu'on ne donne pas toute l'attention qu'il mérite à ce rapport qui laisse entrevoir le Canada du XXIe siècle.

Pourtant, au niveau de l'analyse, le rapport est souvent faible; malgré ses qualités, il pourrait manquer sa cible.

À force de parler du Canada et de l'État, les commissaires semblent perdre de vue les Canadiens et les citoyens. Ils sont bien conscients que les Canadiens doivent être les bénéficiaires de l'essor du Canada, mais ils sous-estiment leur rôle dans le défi qu'ils nous proposent.

On serait tenté de dire: qu'importe, pourvu qu'on ait les bénéfices. Il est certes plus facile de remanier l'État et les institutions que d'encourager les individus à prendre en main leur propre avenir. Ces derniers ont souvent des réactions inattendues et il faut être très confiant dans leur bon sens et dans leur courage pour accepter une société plus ouverte et moins étatique.

C'est sans doute là que réside le véritable défi et le choix que nous devons faire. La Commission Macdonald ne l'a pas reconnu et son rapport en souffre.

• • •

Les commissaires sont «convaincus que la gamme de programmes qui constitue notre actuel régime de sécurité de revenu est inefficace et compliquée, qu'elle incite à ne pas rechercher du travail et qu'elle est inéquitable». La solution? «Ce qu'il faut, c'est un leadership politique faisant appel à une conception élargie de l'intérêt public, qui s'emploiera à simplifier et à rationaliser l'ensemble des programmes actuellement en vigueur en fonction des objectifs globaux visés par la sécurité du revenu.»

Il serait plus simple de dire que le Canadien qui travaille paie trop d'impôts et que la sécurité du revenu de celui qui ne peut pas travailler est mal assurée. Il faut que les Canadiens prennent conscience du fait que, dans le domaine de la sécurité du revenu, ils sont mal servis. Une fois que cette conscience existe, le leadership politique viendra tout seul.

C'est très dommage que la Commission s'adresse davantage au leadership qu'aux citoyens; elle a manqué l'occasion de parler aux Canadiens dans des termes plus simples pour les rassurer, leur dire que leur malaise ne passe pas inaperçu et que l'avenir pourrait être meilleur; elle aurait pu ajouter que cet avenir ne se fera pas tout seul et qu'il dépend des idées, des efforts et parfois des sacrifices des citoyens. Au lieu de parler aux Canadiens, la Commission brûle les étapes et s'adresse à Ottawa et aux capitales provinciales.

• • •

La Commission fait fausse route dans sa conception de l'État. Elle voit une opposition fondamentale entre l'État et les marchés dans un système démocratique. On peut notamment lire dans le rapport cette phrase déconcertante: «Les marchés contribuent à la liberté politique en offrant un domaine d'autonomie, hors de la portée de l'État, où les particuliers peuvent se réfugier lorsqu'ils n'ont plus la faveur des autorités politiques.» Où sont-ils allés pêcher ça? Un peu plus loin, le rapport continue: «Au cours de nos audiences, nous avons constaté que certains témoins représentant des intérêts économiques privés puissants, mais dont les succès étaient fortement tributaires de la discrétion du gouvernement, craignaient d'exprimer publiquement leurs opinions sur les politiques gouvernementales de peur des conséquences qui pourraient en découler.»

Quand on en est arrivé là, il ne faut pas simplement réformer des programmes gouvernementaux pour les rendre plus efficaces; il faut revoir la conception de l'État et ses relations avec les citoyens. Il est aberrant de penser que les citoyens doivent jouer à cache-cache avec l'État ou craindre de s'exprimer librement.

• • •

Bien sûr, personne n'accepte que l'État joue un tel rôle au Canada et les commissaires ont bien documenté l'expansion, souvent involontaire, de l'État au cours des dernières décennies pour enfin arriver à «un gouvernement tentaculaire».

La Charte canadienne des droits et libertés offre une garantie aux citoyens contre les gouvernements tentaculaires et la Commission Macdonald souligne l'importance des parlements comme garants de l'exercice public du pouvoir. Les grandes réformes de nature économique, libre-échange, sécurité de revenu, modification de l'assurance-chômage, vont aussi dans le sens d'une plus grande autonomie du citoyen.

Les commissaires semblent trop assujettir ces réformes au bon vouloir de l'État soucieux de son bon fonctionnement. Il est, cependant, rare que les gouvernements se lancent d'eux-mêmes dans des réformes qui risquent de limiter leur pouvoir. La Commission compte sans doute sur l'impact de son rapport pour encourager les gouvernements dans cette voie. Il est permis d'espérer que les gouvernements, à commencer par le gouvernement fédéral, prendront le rapport au sérieux; plusieurs recommandations du rapport sont, du reste, déjà à l'étude.

En misant trop sur le leadership politique et en ne soulignant pas assez le rôle de chaque Canadien dans les réformes nécessaires, la Commission s'expose au risque de voir son rapport rester lettre morte. «Pour être efficace, le gouvernement doit allier connaissance et volonté d'agir», peut-on lire dans le rapport. Les travaux de la Commission fournissent ces connaissances mais ils ne peuvent pas donner la volonté d'agir. Cette volonté doit venir de la place publique car les hommes politiques y sont très sensibles.

Malheureusement, le public clame souvent plus fort son attachement à l'immobilisme que sa volonté d'accepter des réformes. Le gouvernement Mulroney en a fait l'expérience à deux reprises, au sujet de l'universalité et de la désindexation. Ce sont les citoyens et non le rapport lui-même qui peuvent l'obliger à préparer le Canada du XXIe siècle.

**Frédéric WAGNIÈRE**

Droits réservés

(Collaboration spéciale)

Marc Laurendeau

## Une très saine distance face au bouclier spatial

En refusant la participation du Canada au projet américain de bouclier spatial, le premier ministre Brian Mulroney est parvenu à réaliser divers objectifs. Il affiche l'indépendance du Canada. Ce nouveau chef de gouvernement, qui avait prématurément tenté de jouer les médiateurs lors du dernier sommet des sept pays les plus industrialisés, aura désormais un peu plus de crédibilité et sera moins perçu comme l'allié inconditionnel de Washington.

Mais le cabinet Mulroney laisse aux entreprises et aux institutions privées le choix de collaborer au programme américain de recherches, dont le coût est évalué à $26 milliards. Pas d'effort de gouvernement à gouvernement. Cela signifie que des compagnies et des groupes de chercheurs canadiens pourraient bénéficier de retombées économiques sans que l'autorité ni les fonds de l'État canadien ne soient engagés dans une opération où, selon l'aveu même de M. Brian Mulroney, notre pays aurait peu de contrôle sur les décisions à prendre.

La formule, loin d'être inédite, paraît calquée sur le mode de collaboration envisagé notamment par la France (et même par la République fédérale allemande) à l'égard du fameux projet de la «Guerre des étoiles». Le cabinet Mulroney, fidèle à son idéologie favorable au secteur privé, donne le feu vert aux entreprises et aux groupes de chercheurs. Mais on trouverait totalement inacceptable qu'il subventionne ces initiatives et fasse ainsi de manière détournée et sournoise ce qu'il s'est engagé à ne pas faire directement.

Troisième fin atteinte par la prise de position de M. Brian Mulroney: il rassure le président américain Ronald Reagan. En effet, le gouvernement canadien reconnaît la nécessité de la recherche dans le domaine de l'Initiative de défense stratégique (IDS) et affirme que cet effort est «conforme au Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles» (de 1972). Non seulement le cabinet Mulroney décrit-il le projet de bouclier spatial comme «prudent» mais il soutient aussi que cette initiative est en accord avec la légalité internationale.

Là aussi M. Mulroney a pu s'inspirer d'exemples. Car cette même consécration légale avait été accordée par le premier ministre italien, M. Bettino Craxi, qui accordait un soutien limité au projet. Le refus canadien s'inscrit sur une toile de fond où déjà la Norvège, le Danemark, l'Australie et la France ont décliné l'offre de collaboration avec Washington. L'aspect significatif du refus canadien vient de ce que notre pays aurait théoriquement plus d'intérêt à ériger ce bouclier spatial, qui vise d'abord à protéger l'Amérique du Nord, en tout premier lieu, et ensuite le continent européen.

Comme l'écrivait dans cette page notre confrère Marcel Adam, il n'y a pas eu de vrai débat au Canada sur la «Guerre des étoiles». Même si un comité mixte du Sénat et des Communes a parcouru le pays et si divers groupes de pression ont exprimé leurs vues. Toutefois le gouvernement Mulroney, de mars à septembre, s'est au moins accordé un délai de réflexion et de consultation avant de rendre sa réponse.

Il a évité d'imiter l'attitude du gouvernement Trudeau qui, au sujet des tests de missiles américains Cruise en sol canadien, avait placé les citoyens devant le fait accompli d'une décision irrévocable. Par la manière dont le cabinet Mulroney a préparé sa réponse, il a rempli un quatrième objectif: éviter de braquer l'opposition.

Quant au problème de fond, on ne saurait trop insister sur le caractère dangereux du projet de bouclier spatial. La paix relative entre les grands blocs repose, depuis au moins trois décennies, sur la dissuasion mutuelle, la conviction que l'agresseur qui utiliserait l'arme nucléaire serait, lui aussi, immédiatement dévasté. Winston Churchill appelait cela l'équilibre de la terreur.

Mais si l'un des deux blocs tente de se créer un bouclier spatial, il prend ainsi une avance sur l'adversaire, l'insécurise et l'encourage à accroître son armement. Certes le bouclier spatial détruirait à coup sûr tous les missiles balistiques soviétiques mais, malgré les rêves de Ronald Reagan, il n'arrêterait pas nécessairement, selon plusieurs experts, les avions bombardiers et les missiles Cruise de l'URSS. Moscou déploierait ses ressources dans ce secteur, devant la perspective de voir ses autres engins neutralisés.

Les tenants de la «Guerre des étoiles» affirment que les Soviétiques possèdent une technologie militaire plus développée qu'ils ne veulent l'admettre et que le projet de bouclier spatial pourrait les conduire à la table de négociation. Mais sans doute cette théorie repose-t-elle sur une erreur de psychologie. Au moment où le nouveau maître du Kremlin, M. Mikhail Gorbatchev, manifeste une ouverture vers le désarmement, la perspective d'un bouclier spatial sur l'Occident risque de durcir son attitude et de l'amener à déclencher des contre-mesures.

LECTURES

## L'avenir est aux régions

La centralisation a mauvaise presse ces temps-ci. Que ce soit à Ottawa ou à Québec, l'heure est à la décentralisation des pouvoirs et aux louanges adressées au dynamisme des régions.

**PIERRE VENNAT**

Une chronique publiée dans ces pages il y a quelques semaines démontrait qu'il ne s'agit pas d'un phénomène canadien, mais bien international. Par ailleurs, il est de plus en plus évident que le régionalisme, qu'on l'appelle ainsi ou autrement, devient le nouveau sujet d'étude à la mode des praticiens en sciences sociales du Québec. Remplaçant ainsi la sempiternelle question nationale pour laquelle l'intérêt se perd de façon manifeste.

Deux autres publications récentes soulignées à notre attention démontrent bien que l'intérêt n'est pas que passager.

La première, publiée par le ministère de l'Éducation du Québec, sous la direction de Jules Desrosiers, se veut la compilation d'un colloque sur les relations entre l'éducation des adultes et le développement régional au Québec.

Plus d'une trentaine de praticiens du Québec y ont tiré des réflexions à partir de modèles concrets appliqués aux diverses régions d'ici. Si l'ouvrage, comme tous les actes de colloques, a davantage le style «procès-verbal que littéraire», il démontre bien que l'on ne fait pas que parler mais qu'on agit en ce domaine au Québec.

«On pouvait croire que parce que l'État s'avère impuissant à enrayer le chômage élevé et durable, la porte est temporairement ouverte à toutes les initiatives, y compris les régionales. Ou encore on pouvait se dire que, parce que l'embauche est nulle dans les grands centres, ceux-ci n'ont plus, momentanément, leur force d'attraction normale sur les jeunes diplômés qui restent alors en région, et font entendre des revendications ou prennent des initiatives de développement; mais les grandes villes les embaucheront quand la vie deviendra plus tranquille dans les régions.

«Non, c'est plus que cela, le développement régional en 1984. La tendance des régions à prendre en main leur développement est plus qu'un phénomène passager et accidentel. C'est un mouvement qui a des causes profondes, comme par exemple: la recherche d'une qualité de vie; la fierté de vivre chez soi de ses propres ressources; un échec de la planification centralisée et du développement télécommandé et un accroissement de la compétence sociale et du nombre des leaders proprement régionaux. Voilà autant de raisons de croire à la durée et au sérieux de la tendance au développement régional.»

Le deuxième ouvrage, publié celui-là par la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal sous la direction de Michel Boisvert et Pierre Hamel, résume les actes d'un autre colloque tenu, celui-là, sous le thème «redéploiement industriel et aménagement de l'espace: expériences étrangères et réalités québécoises».

Il n'est pas mauvais, en effet, de savoir que l'éveil de la conscience régionale au Québec correspond à un phénomène universel et de voir ce qui se fait ailleurs.

Encore là, plus d'une vingtaine de spécialistes se sont penchés sur le sujet en vue d'en tirer des lignes de force.

Comme l'a déclaré l'un d'eux, Pierre-Paul Proulx, du ministère de l'Expansion industrielle régionale, tous s'accordent à présent pour dire que l'industrie est fortement ébranlée et pour reconnaître l'importance de l'innovation et de la compétitivité internationale. Cependant, on n'arrive pas à s'entendre sur le rôle du gouvernement à cet égard.

«Il importe toutefois de comprendre que plus souvent qu'autrement, les objectifs régionaux et nationaux n'entrent pas en conflit, mais sont complémentaires. Ainsi, on peut considérer que les efforts pour utiliser les ressources inemployées et exploiter les possibilités de croissance dans toutes les régions répondent à la fois aux objectifs de développement régional et d'efficacité nationale.»

*Pour développer les régions: entreprendre avec des partenaires, Ministère de l'Éducation du Québec, sous la direction de Jules Desrosiers, 319 pages.*

*Redéploiement industriel et planification régionale, Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, sous la direction de Michel Boisvert et Pierre Hamel, 300 pages.*

A LA PRESSE, MONTRÉAL, LUNDI 9 SEPTEMBRE 1985

# TRIBUNE LIBRE

## Avoir l'audace de créer

Ottawa: Brian Mulroney, «jeune» administrateur dans la quarantaine, met fin à 16 ans de pouvoir libéral. Ontario: David Peterson tourne la page de 40 ans de pouvoir conservateur.

Québec: René Lévesque, à l'avant-scène de la politique québécoise depuis 25 ans, tire sa révérence.

Alberta: Peter Lougheed, le sheik aux yeux bleus, vient de quitter après 15 ans de règne.

Signe des temps, ces changements sont symptomatiques d'un état d'âme de la population, de l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de gens d'affaires, d'un groupe formé à l'école de l'État moderne. Au Québec, en particulier, les 25 dernières années ont vu la naissance d'un Etat moderne compétent; d'un État mature qui porte en lui les germes d'une nouvelle «révolution tranquille», encore plus tranquille que la première, mais qui va au fond des choses, qui remet en question le rôle même que l'État et que tout l'appareil gouvernemental s'est donné au début des années soixante.

Alors que s'installe à Québec et un peu partout au Canada ce «nouveau pouvoir», les jeunes ont une chance inouïe: celle de pouvoir faire valoir à ce nouveau groupe leurs idées, leurs aspirations et leur façon de voir les choses.

Certains diront que l'ère des grandes réformes est terminée, qu'il est temps de gérer ces réformes de jadis et, qui plus est, d'en réduire la taille. Pis encore, plusieurs voudraient revenir en arrière et sont nostalgiques d'une époque où le gouvernement n'existe à peu près pas. Dans d'autres milieux, on en est au moment de l'efficacité, de la bonne gérance, des stratégies et de la planification, du réalisme avant tout.

Bien sûr, c'est un peu tout cela le nouvel État, mais c'est bien davantage. Ces attitudes énoncées plus haut sont nécessaires en soi pour une bonne gestion des fonds publics, pour une administration responsable des deniers communs. Il est, toutefois, totalement faux de prétendre que l'ère des grandes réformes est terminée. Les changements des années soixante et soixante-dix palliaient à des situations d'urgence: modernisation de notre système d'éducation, instauration du régime d'assurance-santé, etc...

Les préoccupations ont changé, ont évolué. On parle maintenant d'environnement, de participation directe des citoyens aux prises de décisions, de transparence de l'administration.

Alors que la qualité de la vie environnementale n'avait, dans les années soixante, qu'une importance relative, dominée par la nécessité de créer de la richesse à redistribuer, le cadre dans lequel se fait ce progrès est aujourd'hui remis en question par un grand nombre de jeunes des quatre coins de la planète. À quoi sert de créer de la richesse collective si l'environnement dans lequel nous vivons ne nous permet pas d'en profiter pleinement. Nous l'avons mentionné plus haut, au moment où tous se posent de grandes questions, les jeunes ont la chance inouïe de se faire entendre.

Oui, il existe des moyens de créer un cadre de vie agréable en créant une plus grande richesse collective. Oui, ces moyens peuvent être économiquement rentables. On prétend que l'échec d'ONET, ce grand projet de nettoyage des berges du Saint-Laurent, est une preuve de surévaluation de la préoccupation des jeunes face à l'environnement. Il n'en est rien. Raymond Blais, président du mouvement Desjardins et du projet ONET, l'avouait lui-même en entrevue à Radio-Canada (Présent, 24 juin 1985): «C'est peut-être plus l'échec d'un projet d'adultes pensé pour les jeunes.»

Ce démantèlement nous amène à croire à la nécessité d'une réforme encore plus pressante, celle de nos institutions démocratiques et du mode de participation des citoyens à ce processus. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause l'essence même de notre système démocratique, bien au contraire. Nous croyons cependant impératif de réévaluer le mode de participation et les moyens accessibles aux citoyens pour participer directement à l'action quotidienne du gouvernement.

La vague de désintéressement face au pouvoir et à son exercice est sans aucun doute l'une des conséquences les plus patentes de l'élargissement graduel mais constant et progressif du fossé entre les législateurs et leurs commettants.

Voilà donc deux exemples de domaines ou de réformes qui s'imposent. Les temps ont changé. Les grandes réformes du passé doivent être revues et réévaluées à la lumière de la société des années quatre-vingt-dix. D'autres modifications fondamentales de notre société sont impératives. À la gestion, la programmation et la stratégie, proposons l'imagination et la *détermination, même au risque* d'être... taxés d'audace!

**Pietro PERRINO**
président de la
Commission Jeunesse
du Parti libéral du Québec

## Deux heures d'avance sur le soleil

Dès que vingt heures sonnent nous devons cesser nos activités de plein air parce qu'il fait nuit. Pourtant, les températures de soirées en septembre et octobre sont encore très potables pour les loisirs extérieurs. Que pourrions-nous faire pour corriger cette situation qui nous oblige à vivre en reclus dans nos maisons durant plusieurs mois? Les Français ont solutionné ce problème: ils vivent à l'heure avancée durant toute l'année. De novembre à mars ils ont une heure d'avance sur le soleil et d'avril à octobre, ils en ont deux. Imaginons un instant ce que nous pourrions faire avec une heure de clarté de plus en fin de journée et cela durant 365 jours. Le soleil se coucherait à 21 heures en avril, mai, août et septembre, et à 22 heures en juin et juillet.

Tous les gens profiteraient au maximum des mois les plus beaux et ça aurait les avantages suivants:

1) *Il y aurait des économies d'énergie à réaliser.*
C'est la raison première qui incita les Français à vivre à l'heure avancée.
2) *Nous pourrions accroître nos activités de plein air en fin de journée.*
De 16 h 30 à 22 heures en juin et juillet nous pourrions jouir au maximum des belles soirées chaudes pour pratiquer nos loisirs favoris (possibilité de jouer une partie de golf ou de faire de la voile, etc.).
3) *Nos gouvernements connaîtraient une réduction des coûts de santé.*
Les activités de plein air améliorent la condition physique qui à son tour procure une meilleure santé.
4) *Une amélioration possible de l'économie et la création d'emplois pourrait suivre.*
En ayant plus de temps pour les loisirs et les activités de plein air les gens sortiraient plus et augmenteraient leurs parts du budget consacrées aux loisirs. Ceci veut dire plus d'activités économiques et par conséquent la création d'emplois nouveaux.
5) *Augmentation possible du nombre de touristes.*
Au Québec la clarté du jour dure jusqu'à 22 heures en juin et juillet. Vous pouvez profiter au maximum de chaque journée lors de votre passage chez nous.

Il y aurait une foule d'autres avantages que je vous laisse le soin de trouver. Il y a bien sûr des désavantages qui sont minimes par rapport aux points positifs que nous pourrions en retirer. Je pense que ce changement ne peut se faire sans l'accord de nos gouvernements de Québec et d'Ottawa. Il importe donc de sensibiliser nos députés à ce régime de l'heure avancée si nous sommes intéressés à améliorer notre qualité de vie.

**H. LEBLANC**
L'Assomption

## Faire aimer le soccer

L'équipe de soccer du Canada vient d'achever son périple en Amérique centrale et rapporte au pays la bagatelle de trois points (une victoire contre le Honduras, un match nul avec le Costa Rica), se plaçant ainsi comme grandissime favori pour décrocher la qualification au Mundial mexicain du printemps 1986. Faut-il savourer à l'avance les délices d'une première participation canadienne à la Coupe du Monde?

Il faut plutôt, je pense, se soigner pour activer la digestion des trois derniers matches de notre équipe nationale retransmis à la télévision.

C'est vrai, le Canada va sans doute aller au Mexique, et c'est tant mieux! Mais il est en train de perdre la vraie bataille à gagner: séduire le plublic.

Le soccer est un sport mineur, ici, en Amérique du Nord, et la sélection nationale se doit de donner l'exemple de fournir un vrai spectacle, d'amadouer un public rébarbatif à ce jeu «venu d'ailleurs».

Le réseau de télévision de Radio-Canada a tendu la perche, et comment, à notre équipe nationale; pour avoir oublié la technique et la subtilité tactique et n'avoir misé que sur la condition physique, la rudesse et la destruction défensive, l'équipe a manqué en grande partie son objectif «moral»: faire aimer ce jeu aux Canadiens.

Il n'est peut-être pas trop tard pour que les responsables s'en rendent compte!

**Gilles BOUMARD**
Hull

## De Louisbourg à Caraquet

Il y a quelques semaines, je visitais la forteresse de Louisbourg et puis le village acadien de Caraquet. J'ai dû constater que la langue fait beaucoup pour créer ou endommager une ambiance.

À Louisbourg, les personnages parlaient tous français mais la plupart avec un fort accent anglais. Des soldats badinaient entre eux en anglais. C'est difficile à concevoir dans une forteresse française de 1744. J'ai entendu des remarques à ce sujet de la part de visiteurs anglophones. Et pourtant, que de ressources et de temps ont été dépensés à reconstruire ce monument de la France au Canada.

Ce ne fut pas la même chose dans le village acadien de Caraquet. Tous parlaient le français avec cet accent acadien qui est si plaisant et s'exprimaient dans un anglais de qualité avec les visiteurs anglophones.

Évidemment il est beaucoup plus difficile pour Parcs Canada de remplir la forteresse de Louisbourg de figurants pouvant s'exprimer de façon impeccable en français que de trouver des Acadiens authentiques à Caraquet.

Mais après tout ce qui a été fait, doit-on s'arrêter avant de combler une lacune qui amoindrit les plus beaux efforts?

**André BORDELEAU**
Joliette

## Le coup par coup

Grande nouvelle! La ville de Montréal a enfin décidé de se soucier de la sécurité des cyclistes en adoptant un règlement leur interdisant de porter un baladeur (walkman). Quelle action énergique!

À l'annonce de ce nouveau règlement de nombreux médias se sont enquis auprès de Vélo Québec, de l'opinion des cyclistes. N'enlevait-on pas aux cyclistes montréalais un petit plaisir et même un vice?

Pour les cyclistes, circuler en ville nécessite leur attention visuelle et auditive. J'ajouterais même tactile tant nous frôlent de près certaines automobiles. Alors, autant dire qu'officiellement nous ne pouvions être contre un tel règlement. Mais à vrai dire c'était loin d'être une de nos priorités d'intervention.

Parce que sous ce masque, soucieux de sécurité, que se donne la ville de Montréal, se cache l'indifférence à l'hécatombe cycliste. Les cyclistes montréalais rouleront peut-être sans écouteurs, mais ils continueront à louvoyer entre les grilles d'égouts mal orientées, les nids de poules éléphantesques et les portières d'autos qui s'ouvrent à l'improviste.

Il s'agira d'un règlement supplémentaire que les policiers ne feront pas respecter faute d'intérêt ou d'effectif. Déjà les comportements fautifs qui causent le plus d'accidents (10 fois plus que le port du walkman) ne sont pas réprimandés. On n'a qu'à penser aux cyclistes qui ne respectent pas les feux rouges ni les stops, circulent en sens inverse, circulent la nuit sans éclairage ni réflecteurs.

Ce règlement est bien le signe d'une politique du coup par coup qui veut donner l'impression d'agir.

En attendant, avis aux cyclistes amateurs de musique, il ne vous reste plus qu'à pédaler à Outremont, mais alors là, il faudra vous vêtir décemment!

**Michel LABRECQUE**
Vélo Québec

## Un lecteur irrité

Concernant l'article de Pierre Foglia, dans l'édition du 24-08-85, il est question des Français et je le cite: «... Plutôt une caricature de Français, chiant, bavard, laid...», et plus loin «L'autre tata était français..» et enfin «... si je reviens avec un cancer dans l'cul.»

Ce jugement m'apparaît injurieux, grossier, excessif, en un mot *stupide. D'autre part, il est pour le* moins paradoxal qu'un tel individu ayant une aussi piètre opinion des Français manifeste le désir d'aller en France.

Ce grand étalage de vocabulaire de chiffonnier doit évidemment être à l'image du personnage complexé qui essaie de jeter en pâture son fiel et ses frustrations à une certaine clientèle.

N'oublions pas qu'un chroniqueur digne de ce nom est une personne qui sait que tout ne doit pas être dit à travers le prisme déformé de sa subjectivité. En outre, il doit savoir relire ses textes — dans le fond et la forme — ce qui n'est pas le cas de M. Pierre Foglia qui appartient plutôt à la catégorie des plumitifs, voire des scribouillards.

Enfin, je tiens à vous faire savoir, Monsieur le Directeur, que dorénavant je n'achèterai plus votre journal, ni ne le conseillerai à mes étudiants, ainsi qu'à mon entourage. Désormais, je me tournerai vers d'autres journaux plus crédibles.

**Didier AUMOND**
Montréal

*Je suis entièrement d'accord avec ce qui est énoncé ci-haut. Je suis effectivement injurieux, grossier, excessif, stupide, paradoxal, chiffonnier, complexé, frustré, subjectif, plumitif et scribouillard.*

*Mais je tiens à souligner que je suis bien d'autres choses, pires encore. Entre autres, je suis français. Par naturalisation, il est vrai, mais tout de même...*

**P.F.**

## Pour dire «bonjour»

Aux États-Unis, nous apprennent les journaux, le ministère du Tourisme du Québec a fait diffuser pendant trois mois dans les États limitrophes et dans les grandes villes des messages-radio vantant la campagne «Come, say Bonjour Québec». Le coût total de toute la publicité, de la promotion et de la mise en marché se chiffre à $19 millions.

Ce même ministère du Tourisme devrait également investir quelque argent pour enseigner à nos hôtesses comment accueillir ces touristes par un sympathique «boujour».

L'autre matin, dans un restaurant de la rue Sainte-Catherine, j'entendais l'hôtesse francophone accueillir les clients et touristes par un sonore «good morning». Lui ayant fait remarquer qu'il serait plus approprié et de meilleur goût de dire «boujour», elle m'a répondu très convaincue: «Les Américains n'aiment pas se faire dire bonjour en français.»

Indubitablement, cette personne bien intentionnée a encore la mentalité des années 50. C'est pourquoi, le ministère du Tourisme aurait intérêt à investir également dans le personnel de la restauration et de tous ceux qui sont en contact avec les visiteurs.

Le comportement «colonisé» de nos serveurs et serveuses risquerait moins d'annuler les efforts déployés par le ministère du Tourisme pour attirer les visiteurs.

**Jean-Louis TREMBLAY**
Montréal

**TÉMOIGNAGE**

## Éphrem Longpré, franciscain, scotiste célèbre et méconnu

On était à l'automne de 1927. Venait d'arriver au Québec, d'Europe et plus précisément d'Italie, un franciscain canadien-français auquel ses amis, apprenant cette arrivée, se mirent à réclamer un tourbillon de conférences que ce religieux «n'avait ni prévu ni voulu». (Éphrem Longpré, par Édouard Parent, p. 132 et suiv.). Aussitôt se manifesta un branle-bas de combat. À Québec, le recteur de l'Université Laval, Mgr Camille Roy, non seulement refusa de patronner une conférence du père Éphrem, mais «même de mettre une salle à sa disposition». Et à Montréal, les dominicains de la Faculté de Philosophie avaient «agi dans le même sens». (Ibid., pp. 134-135).

Qui était donc ce personnage apparemment subversif, qu'on refusait d'entendre et auquel, de toute manière, on ne voulait rien faciliter? Les dominicains de la Faculté accueillaient pourtant volontiers Étienne Gilson, professeur à la Sorbonne, de Paris, et au St. Michael's Institute, de Toronto; or celui-ci, de passage à Montréal, juste l'année précédente, leur avait dit: «Je ne connais pas actuellement de plus grand médiéviste que votre compatriote, le père Éphrem Longpré.» Et à Toronto, Gilson avait déclaré: «Quand Éphrem Longpré parle, toute l'Europe écoute.»

Édouard Parent trace la carrière de cet homme, à la fois véhément et savant, passionné et saint, dans un livre récent (juin 1985), paru à Montréal. Aucun écrivain du Canada français n'a une oeuvre aussi savante et aussi abondante que celle du père Éphrem. Le répertoire de ses livres, articles de revues, ouvrages en collaboration et articles publiés dans des dictionnaires religieux ou encyclopédies, couvre 13 pages de cette biographie. Et il y a quelques années, M. Éthier-Blais désignait Éphrem Longpré comme «le plus grand penseur que le Canada français ait produit». Mais il est ici pratiquement inconnu...

Revenant donc au pays, en ce premier voyage (sept. à déc. 1927), après son installation en Europe, le père Éphrem prononça cinq conférences, quatre au Québec et une à Toronto, sur l'École franciscaine de philosophie et de théologie au Moyen-Âge; en particulier sur *Jean Duns Scot*, docteur qui enseigna au tournant du XIII[e] et du XIV[e] siècle. Ces conférences eurent un retentissement considérable, surtout celle du 11 novembre en la Salle Saint-Sulpice. Malgré l'allergie de la Fac. de Philosophie, Mgr Olivier Maurault, p.s.s., recteur de l'Univ. de Montréal, présidait; il remercia le conférencier; Me Édouard Montpetit, secrétaire général de l'Université, l'avait présenté. Cette conférence sur *Duns Scot*, commenta le sénateur Dandurand, fit beaucoup de tapage. Alors — querelle célèbre... — quelqu'un réagit publiquement: le P. Rodrigue Villeneuve, d'Ottawa, lequel devait devenir subséquemment cardinal à Québec. Dans le journal «Le Droit», le P. Villeneuve accusait le philosophe et théologien Longpré de ne pas suivre les directives de l'Église concernant Thomas d'Aquin. Quant au père Éphrem, il se contenta, souligne son biographe, de rappeler son droit d'historien et de médiéviste, ainsi que la liberté des Écoles, reconnue dans l'Église. (Cf. «Le Devoir», 12 et 15 nov. 1927).

Qu'on lise un livre au titre provocateur, de Régine Pernoud: «Pour en finir avec le Moyen-Âge»! — Eh bien, cette historienne actuelle, fort connue, expose que dans les divers domaines de la vie sociale et de la culture, de l'art et de la pensée, le Moyen-Âge témoigna d'une créativité remarquable; les femmes, en particulier, n'y avaient point le rôle mineur que le droit romain réimposa à la Renaissance. Mais le bref tableau brossé par Régine Pernoud de la philosophie médiévale omet encore le nom de *Duns Scot*, ce géant de la pensée qui, après un temps de célébrité, a sombré dans un étonnant oubli; par suite, on peut l'ajouter, d'une incompréhension singulière qui a rejailli sur ses disciples, tels le père Longpré.

Le livre d'Edouard Parent fait assister à des péripéties qui ont marqué la nouvelle prise de conscience à l'égard de l'héritage philosophique et théologique de leur École, chez les membres de l'Ordre de saint François. Par où l'on voit qu'un intérêt passionné peut imprégner le souci de la recherche scientifique. Cependant, à travers des faits qui s'enchevêtrent, on essaie de comprendre par quel processus mystérieux la tradition issue de Bonaventure et de Scot a suscité et suscite encore soit des complexes de refoulement, soit une opposition radicale, de la part de l'intégrisme thomiste.

Il y a eu des anti-scotistes pour qui l'Histoire de l'Église franciscaine s'identifiait presque à une succession d'erreurs. Certes, le Concile Vatican II a commencé à modifier un tel négativisme global. Mais comme nous vivons encore des malentendus mortels, dans le monde dit chrétien, on peut se demander — je me le demande... — si certaines intuitions fondamentales, nées dans le rayonnement du Pauvre d'Assise, *mais historiquement refoulées*, n'aideraient pas à trouver des solutions nouvelles, des développements chrétiens authentiques, pour résoudre des impasses actuellement rencontrées...

De 1920 à 1927, le père Éphrem travaille au Collège Saint-Bonaventure, de Quaracchi, non loin de Florence, à l'édition de la Somme théologique d'Alexandre de Halès. De 1927 à 1938, il organise la nouvelle *Section Duns Scot* à Quaracchi, en vue de l'édition critique des oeuvres de ce maître qui a enseigné à Oxford, à Paris et à Cologne, et dont la pensée fut diffusée en Europe par de nombreux disciples. La recherche de manuscrits mène le père Éphrem en Angleterre et en Écosse, en France et en Allemagne, en Espagne et dans les bibliothèques d'Italie. De nouveaux manuscrits sont repérés et décrits. 35,850 photographies, dont près de 30,000 concernant Scot, rendent alors possible le début d'une édition critique de ce dernier.

À la suite d'une mésentente méthodologique entre médiévistes — «affaire» qui provoqua quelques étonnements, spécialement en France... — le P. Longpré se retrouve à Paris, adonné à ses chères études et à un ministère sacerdotal qui lui est non moins cher. C'est là que la Seconde Guerre mondiale le rejoint. Citoyen canadien, il se rendra dans la région de Pau, où il participera activement à la Résistance française. Dans ses *Souvenirs de guerre*, Éphrem Longpré note: «Mon activité fut alors considérable. (...) ...nous nous sommes occupés surtout de faire passer à Alger des centaines de personnes, militaires et civils. Ce travail repéré par la Gestapo devint extrêmement dangereux... Je n'hésite pas à dire que plusieurs Français nous doivent la vie... Notre organisation a fait passer les Pyrénées à 400 personnes environ.» (Ibid., pp. 215-216).

En 1945, le voilà de retour dans la capitale française, où il vivra et travaillera 20 ans, avec une fécondité intellectuelle tenant du prodige, malgré une santé qui flanche assez souvent. On s'arrache littéralement ce spécialiste dans les congrès savants; Paris, Montréal, Le Puy, Barcelone, Toulouse, Milan, Lyon, Palma de Majorque, etc., reçoivent de lui des communications importantes. Le père Éphrem paye de sa personne; et surtout il professe centralement, pour qui veut l'entendre, la primauté inconditionnelle du Christ, selon la nature et selon la grâce; ainsi que la médiation de Marie-Immaculée, cette Femme de l'Apocalyspe, revêtue du soleil: d'après la doctrine de *Duns Scot*, qui innovait en proposant déjà cette thèse à la Sorbonne, *pratiquement contre tous*, au début du XIV[e] siècle.

Ce message, avec la dialectique scotiste qu'il comporte, et son accentuation sur la valeur de la liberté, avait-il, *potentiellement et pour notre temps*, quelque chose de plutôt «dé-stabilisateur», de spécifiquement «renversant»? — *D'où vient donc cet étrange destin, qui va de Scot à Longpré?* — Ce penseur-théologien, qui est l'un des nôtres, eût illustré l'Université, chez nous comme ailleurs! Mais ici, on ne le voulut point...

J'eus l'avantage de rencontrer le père Éphrem, homme sensible et bienveillant pour tous, durant son deuxième voyage au Canada (1938-1939), et à Paris, au monastère de la rue Marie-Rose. À l'occasion de la parution de cette biographie[1], 20 ans après sa mort en France, j'ai plaisir à rendre hommage à cet écrivain, à ce penseur, à ce mystique contemporain, qui fut grand.

**André DAGENAIS**

(1) Éphrem Longpré, par Édouard Parent; Diffusion: Les Compagnons de Jésus et de Marie, 2399, rue d'Iberville, Montréal H2K 3C8.

**N.B.**

- *Priorité est accordée sous cette rubrique aux lettres d'intérêt général se rapportant à des articles parus dans LA PRESSE. La concision est de rigueur.*
- *Les correspondants doivent inscrire lisiblement leurs nom, adresse et numéro de téléphone.*
- *LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à retourner les lettres, manuscrits ou autres documents non publiés.*
- *L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.*
- *Tout en respectant la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.*
- *Si possible écrire à la machine, à double interligne.*
- *Prière d'adresser vos lettres comme suit: «Tribune libre», LA PRESSE, C.P. 4200, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M1.*

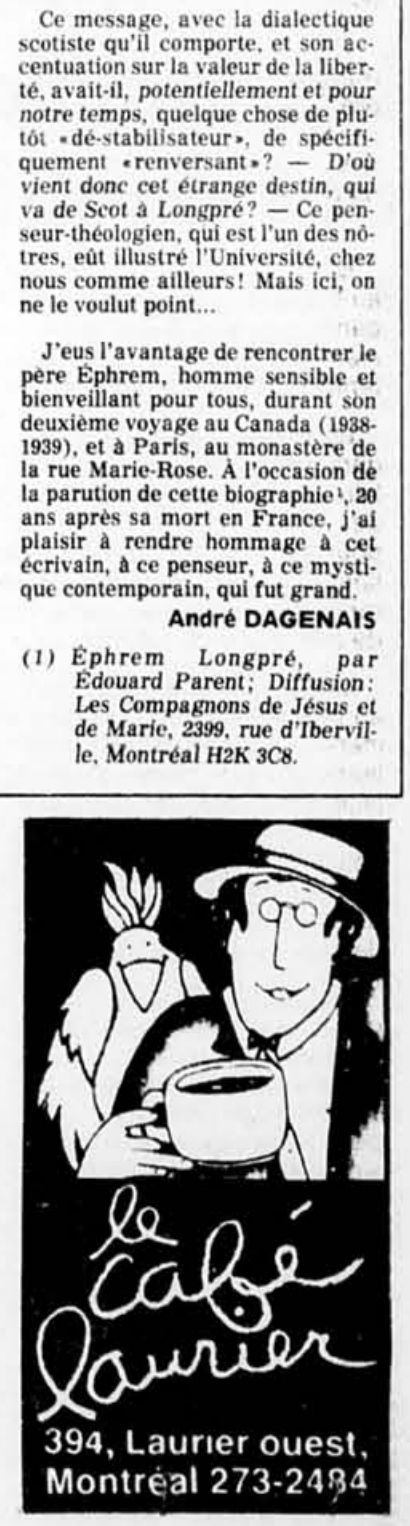
la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400.» Port de retour garanti.

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 18 h.
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSÉES
Commandes ou corrections 285-7111
lundi au vendredi de 8 h à 17 h.
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé-Presse 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320



## SELON HENRY KISSINGER

# Washington ne doit pas renoncer au projet IDS

Dans quelques jours, les équipes de négociateurs américains et soviétiques qui discutent du contrôle des armements vont se réunir à Genève pour une dernière session avant le sommet Reagan-Gorbatchev de novembre. On peut prédire dès aujourd'hui que les attentes des démocraties à l'égard de progrès dans les négociations vont se faire plus urgentes à mesure que la date historique va se rapprocher. Et il est certain que l'Union soviétique va chercher à exploiter cet état d'esprit pour donner une nouvelle vigueur à sa campagne visant à contrecarrer l'Initiative de défense stratégique (l'IDS, dite « la Guerre des étoiles », ce projet de l'Administration Reagan destiné à se doter d'une défense contre les missiles balistiques.

La façon dont l'Administration américaine donnera suite à sa propre initiative au moment où le sommet approche à grands pas implique l'une des décisions les plus importantes à prendre au cours de la présente décade.

La première étape, cruciale, de cette décision consiste en l'élaboration d'une politique de défense et de contrôle des armements qui tienne compte des changements révolutionnaires survenus dans le domaine de la technologie des armements, qui réduise la dépendance à l'égard des armes atomiques et qui réponde à l'aspiration généralisée d'éviter l'apocalypse nucléaire.

La politique dont l'Occident s'est inspiré pour assurer sa défense depuis la fin de la Deuxième Guerre — l'équation entre la sécurité et la menace d'une destruction massive par des armes atomiques — perd de sa pertinence, de toute évidence. Le spectre des pertes apocalyptiques empêche de mener des actions qui seraient crédibles. Dans ces circonstances, les publics des démocraties vont tôt ou tard retraiter vers le pacifisme et le désarmement unilatéral.

De fait, la stratégie soviétique consistant à stigmatiser les efforts pour produire des choix moins nihilistes a déjà enregistré des progrès remarquables. On doit s'y opposer fermement. On peut faire cela de deux façons: d'abord, en faisant comprendre à l'Occident que si les protestations furieuses de l'URSS à l'encontre de l'IDS connaissent du succès, cela condamnera à la fois une politique sérieuse de défense et un contrôle sérieux de l'armement. Et puis, par des négociations qui ne renieront pas les objectifs américains au profit de ce que les Soviétiques considèrent acceptable.

Le concept de défense stratégique est la seule nouvelle idée qui nous éloigne d'une dépendance excessive à l'égard des armes nucléaires qui menace de paralyser toute stratégie et qui menace en outre de banaliser le contrôle des armements. Avec l'arsenal actuel, aucun accord limitant les armes offensives mais empêchant la production d'armes défensives ne peut s'avérer au mieux qu'un palliatif et ceci pour les raisons suivantes:

● Tous les efforts pour amener les Soviétiques à réduire ou à limiter le nombre d'armes à ogives multiples pendant que les armes défensives n'occupaient pas le devant de la scène se sont avérés vains. Le résultat de cela, c'est que le nombre d'ogives nucléaires accumulées dans l'arsenal des superpuissances est si considérable, leur fiabilité et leur précision sont si grandes et leur nombre pour réaliser une destruction massive si petit qu'aucune réduction prévisible (même une réduction de 50 p. cent) ne peut, en l'absence de défenses convenables, affecter ou bien la capacité d'une stratégie nucléaire prédominante ou l'équation psychologique qui en résulte.

● Les armes à ogives multiples créent une grande disproportion entre le nombre de lanceurs et la menace offensive globale. Étant donné que chaque lanceur de missile peut transporter 15 ogives ou plus, le fait de frapper le premier représentera toujours un avantage tentant. Si l'on réduit le nombre de lanceurs au moment même où les ogives multiples continuent d'exister, cela ne diminue pas les risques; en fait, paradoxalement, certains niveaux de réductions des armements peuvent être pires que la situation antérieure parce que le taux d'ogives par rapport au nombre de lanceurs demeurera constant.

● D'ici la fin du siècle, plusieurs pays du Tiers-Monde auront acquis des armes atomiques. Certains d'entre eux auront de ce fait acquis la possibilité de faire du chantage parce qu'ils pourront rendre plus plausible la menace du suicide collectif que ne peuvent le faire les superpuissances.

De toute évidence, les Soviétiques ont tout intérêt à perpétuer le statu quo nucléaire parce que même si les armes nucléaires s'avèrent, pour eux, pas plus utiles qu'elles ne le sont aux démocraties occidentales, ils ont encore de considérables forces armées conventionnelles et une population qui, dans son ensemble, ignore les conséquences d'une guerre nucléaire. Mais les historiens de l'avenir pourront s'étonner des raisons qui ont fait qu'en cette ère de pouvoir destructeur cataclysmique et de prolifération nucléaire tant de gens en Occident ont cru que la clé de la sécurité se trouvait dans la perpétuation de la vulnérabilité totale.

(...)

L'Administration américaine a l'occasion de provoquer un changement historique dans les relations stratégiques et de réduire considérablement la menace d'une apocalypse nucléaire. Pour protéger l'occasion qui lui est offerte, l'Administration doit abandonner la distinction qu'elle fait entre la recherche et le déploiement. Elle doit faire valoir de façon explicite qu'elle n'acceptera pas une interdiction des défenses anti-missiles mais qu'elle négociera la nature et l'ampleur de la défense stratégique en même temps et en relation avec les niveaux convenus des forces offensives. Les États-Unis doivent établir une politique qui lie une réduction significative des capacités offensives à un accroissement limité des forces défensives. De façon plus specifique:

● Les deux parties consentiraient à éliminer les armes à ogives multiples sur une période convenue, 10 ans, par exemple. (Ou bien limiter ces armes à un petit nombre de 100 ou moins, par exemple).

● Le nombre de lanceurs des deux parties serait réduit à moins de 1 000, dont les bombardiers à long rayon d'action. Ces deux clauses auraient pour effet de réduire de près de 90 p. cent les ogives nucléaires.

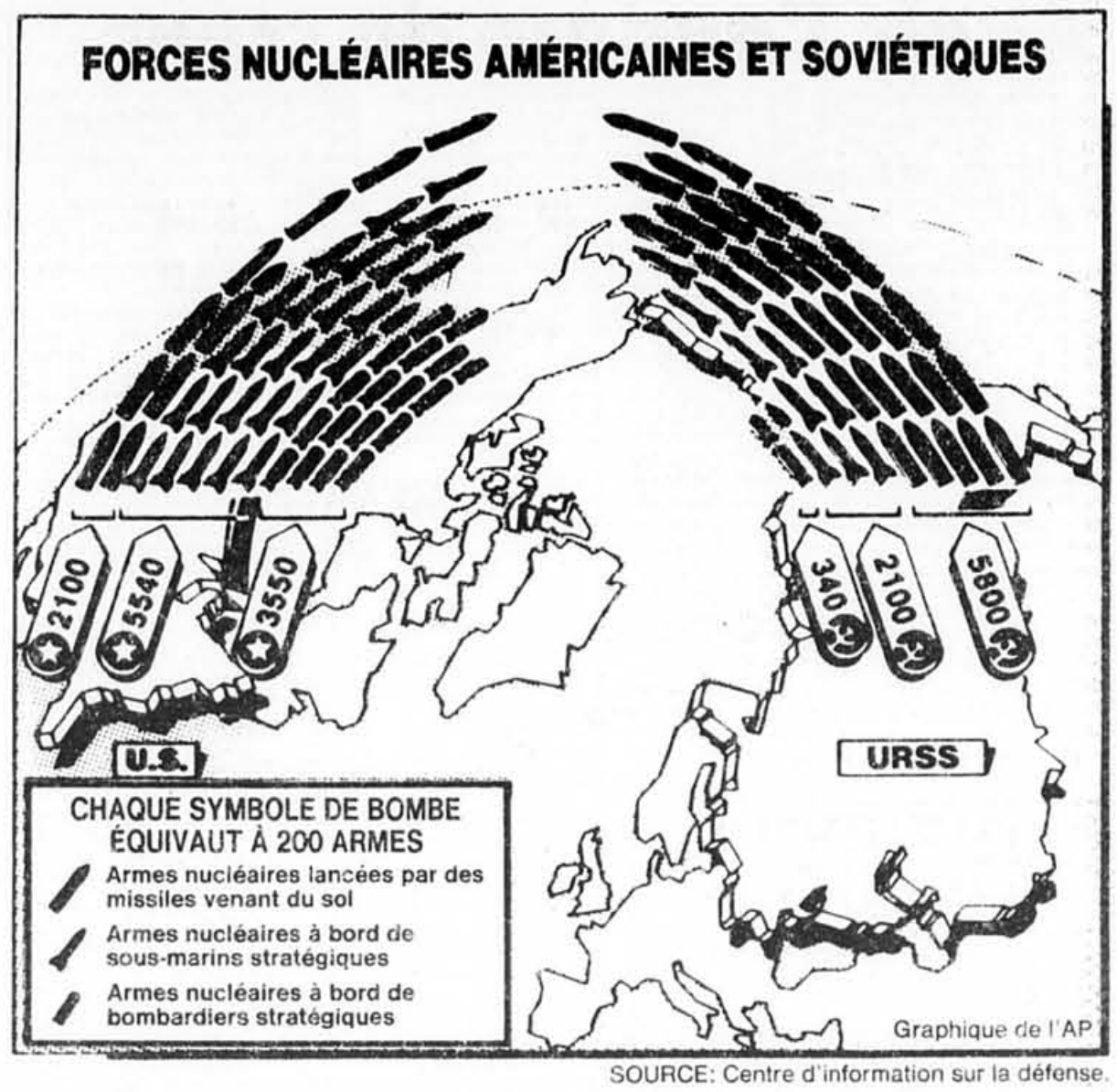
● Les deux parties conviendraient que la défense stratégique s'échelonnerait sur une période de 10 ans mais serait sujette aux objectifs suivants:

1- la protection des forces de représailles (c'est-à-dire les missiles balistiques intercontinentaux et les bases de bombardiers);

2- une défense de la population contre des attaques limitées et contre des lancements accidentels de la part d'une superpuissance aussi bien que de la part des pays qui font partie du « Tiers-Monde » nucléaire. Chaque pays aurait le loisir de choisir le mode de déploiement, que ce soit sur Terre ou dans l'espace, à condition de s'en tenir aux limites établies.

● Le traité sur les missiles anti-missiles serait modifié comme le prévoient ses clauses de révision.

— par Henry Kissinger
(c) 1985, Los Angeles Times Syndicate




SOURCE: Centre d'information sur la défense.

**Si l'on fait le total des armes atomiques représentées par chacun des symboles ci-dessus, on se rend compte que les États-Unis disposent de 11 190 armes atomiques qu'ils peuvent utiliser depuis trois types de lanceurs différents, alors que l'URSS dispose de 8 240 armes atomiques dont la majorité peuvent être lancées par des missiles transcontinentaux.**

photolaser AP

**Le nombre de familles monoparentales a doublé en dix ans au Québec. Les conditions de vie des enfants qui y vivent sont toutefois loin d'être idéales étant donné que le quart de ces foyers n'ont aucun gagne-pain et doivent se contenter des prestations de l'aide sociale.**

# Les familles monoparentales ont doublé depuis dix ans

QUÉBEC — Le nombre de familles monoparentales a doublé au Québec depuis 10 ans de sorte que 20 p. cent des foyers québécois sont maintenant dirigés par un seul adulte.

**NORMAN DELISLE**
**de la Presse Canadienne**

S'ils augmentent en nombre, les foyers monoparentaux n'offrent pas pour autant des conditions de vie meilleures aux enfants qui y vivent, révèlent les dernières statistiques.

En effet, le quart de ces foyers n'ont aucun gagne-pain et doivent se contenter de prestations d'aide sociale, ce qui se traduit par un revenu annuel de $5 016.

À titre de comparaison, le revenu moyen d'un foyer monoparental est de $14 474 par année tandis que celui d'une famille biparentale s'élève à $25 804.

En 1983, dernière année où les données sont traitées, on comptait 140 000 familles vivant d'aide sociale: 70 p. cent d'entre elles étaient monoparentales.

Ces familles regroupaient plus de 200 000 jeunes Québécois.

Dans le cas où le chef de la famille monoparentale a moins de 30 ans, c'est 76 p. cent des familles qui vivent des prestations d'aide sociale.

Il faut préciser qu'une large majorité de ces familles monoparentales, soit 85 p. cent, ont une femme à leur tête.

Ces données sont tirées de chiffres établis par Louise Dulude en 1984 pour le Conseil consultatif de la situation de la femme.

**Suggestions**

Pour venir en aide à ces familles, un certain nombre de suggestions ont été mises de l'avant dans le document de consultation sur la politique familiale publié par le gouvernement du Québec en 1984 et mis sur une tablette depuis.

Ces moyens sont, entre autres, des mesures pour faciliter la perception des pensions alimentaires dans le cas de familles monoparentales résultant du divorce des conjoints.

On propose aussi certaines mesures fiscales comme ne pas imposer la partie de la pension alimentaire accordée pour le soutien des enfants, ou encore une exemption fiscale équivalente à celle de personne mariée pour le premier enfant.

D'autres allègements pour les parents uniques pourraient être consentis pour faciliter l'obtention d'un emploi à temps partiel, ou le retour aux études.

Mais ces suggestions sont demeurées lettre morte dans le dernier discours du budget du ministre québécois des Finances et ne semblent pas faire partie des priorités du gouvernement du Parti québécois, en dépit de la création en juin du poste de ministre délégué à la Famille dont le titulaire est le député de Nicolet, Yves Beaumier.

La secrétaire permanente du Comité de consultation sur la politique familiale, Mme Jane Lavallière, annonçait il y a 10 jours que le gouvernement venait de retarder de plusieurs mois la publication d'une politique familiale qui était prévue pour l'automne 1985.

Il est loin le temps où le conseil national du Parti québécois adoptait, à sa réunion d'octobre 1980, une proposition exigeant du gouvernement « d'élaborer rapidement une politique cohérente de la famille ».

**Autres solutions?**

De leur côté, certains organismes comme les Organismes familiaux associés du Québec (OFAQ) prônent des solutions à caractère « préventif » pour faire face aux problèmes des familles monoparentales.

Dans un mémoire intitulé « Pour la défense de la nouvelle famille au Québec », l'OFAQ prone des mesures susceptibles de favoriser le maintien des familles biparentales et d'éviter l'éclatement de la cellule familiale.

Ces mesures sont axées sur l'octroi à la famille de l'aide financière requise pour une vie épanouie.

« Supposons qu'un père et qu'une mère puissent se donner des temps de loisir et de repos à cause du support socio-économique qu'ils reçoivent et qu'en conséquence leur présence auprès de l'enfant s'en trouve améliorée, l'organisation sociale aura un enfant difficile de moins sur les bras », affirme le document de l'OFAQ.

L'organisme recommande également qu'une aide puisse être disponible dans les CSS ou les CLSC pour les jeunes familles en difficultés. « Faire de la prévention dans cette optique coûte beaucoup moinsa cher que de faire de grandes études sur la déshumanisation des services sociaux », conclut le document dse l'OFAQ.

**Igor Gouzenko**

**Svetlana Gouzenko**

## ON LUI RÉCLAME $400 000

# La veuve de Gouzenko tente d'échapper aux huissiers

TORONTO — En ce 40e anniversaire de son évasion du régime soviétique, Svetlana Gouzenko, veuve du célèbre transfuge, fait des pieds et des mains pour se sauver des griffes des huissiers.

« Ils auraient pu venir saisir mes biens n'importe quand depuis le premier septembre », précise-t-elle, en ajoutant que la famille avait prévu de tenir un « pow-wow » pour célébrer l'anniversaire du 5 septembre 1945, jour où Igor Gouzenko, commis à l'ambassade d'URSS à Ottawa, fit le grand saut et avertit les autorités canadiennes de l'existence d'un vaste réseau d'espionnage soviétique au Canada.

Aujourd'hui, Svetlana Gouzenko, dont le mari est décédé en 1982, se bat pour garder sa maison de Mississauga qu'une société immobilière de Toronto tente de saisir pour régler des dettes totalisant $400 000.

De son côté, la femme de feu le transfuge soutient que la compagnie chargée par le gouvernement fédéral, il y a 22 ans, de gérer les affaires de la famille Gouzenko (étant donné que les membres de cette famille n'avaient pas de pièces d'identité à leur nom) a très mal fait son travail.

Mme Gouzenko ajoute qu'elle n'a reçu des pièces d'identité de la part d'Ottawa qu'après le décès de son mari, survenu en juin 1982.

Dans une récente entrevue, elle a précisé qu'elle cherchait à obtenir un règlement qui lui assurerait une somme de $1,5 million pour compenser ce qu'elle considère comme étant des « pertes directes » encourues par sa famille en raison d'une présumée « mauvaise administration et (ou) d'une dépradation des fonds. »

Elle soutient également que sa famille a été escroquée par l'avocat engagé par le ministère de la Justice pour répondre à ses besoins juridiques après que la famille eut été obligée de lui verser de l'argent sous peine de chantage.

Ses allégations contre la compagnie de fidéicommis ont été faites récemment auprès d'un avocat engagé par Ottawa pour voir à ses affaires financières après qu'elle eut adressé une requête au bureau du solliciteur général.

« J'ai été engagé pour étudier le dossier et voir si le gouvernement a encore des obligations à l'égard des Gouzenko », explique Me Sidney Lederman, un avocat de Toronto.

« Elle semble être dans une position précaire. Il y a eu un ordre de saisie, qu'elle a contesté. Le tribunal ne s'est pas encore prononcé. La maison est objet de souci pour le gouvernement et c'est cela qui a entraîné la révision de toute l'affaire », dit Me Lederman.

— d'après CP

## L'ÉCRASEMENT DU DC-9 DE LA MIDWEST EXPRESS AIRLINES À MILWAUKEE

# Les enquêteurs croient trouver réponse du côté des moteurs

Les enquêteurs estiment que les moteurs du DC-9 de la Midwest Express Airlines pourraient détenir la réponse à la question de savoir pourquoi l'appareil s'est écrasé et s'est embrasé tout de suite après le décollage vendredi, tuant toutes les 31 personnes à bord.

Des pièces du même type de moteur que ceux équipant l'avion de la Midwest Express ont été retrouvées sur la piste samedi, mais M. James Burnett, président de la Commission de sécurité du transport national (CSTN), a déclaré hier que l'on n'a pas encore déterminé si les lames du compresseur de la turbine, que l'on a trouvées sur la piste, provenaient de l'un des deux moteurs de l'avion qui s'est écrasé.

Le vol 105 s'est élevé jusqu'à une altitude de près de 300 mètres vendredi avant de piquer du nez et de s'écraser à moins d'un km de la fin de la piste d'envol.

L'enregistreur des conversations du cockpit et l'enregistreur des données de vol ont été retrouvées. Bien que la boîte contenant l'enregistreur des conversations du cockpit ait été endommagée, l'enregistreur lui-même est fonctionnel, a dit M. Burnett.

Celui-ci a ajouté que l'enregistreur des données de vol était d'un modèle ancien et qu'il ne pourrait pas fournir autant d'informations techniques que les modèles plus récents. « Il y a bien des choses qu'il ne peut pas enregistrer », a-t-il dit.

Les moteurs de l'avion de la Midwest Express devront être ouverts et examinés pour déterminer si les pièces trouvées sur le côté gauche de la piste provenaient de l'un d'entre eux ou des deux ou d'un autre appareil.

Pour sa part, la Japan Air Lines (JAL), qui a perdu le mois dernier un Boeing 747 dans l'accident le plus meurtrier impliquant un seul appareil, a annoncé hier que quatre de ses 747 étaient temporairement mis hors service afin que leurs cloisons de pressurisation et d'autres parties de leur fuselage soient examinées.

Cette annonce fait suite à un ordre du ministère des Transports du Japon de contrôler tous les 747 ayant accompli plus de 18 000 vols, ce qui est le cas des quatre appareils. Les contrôles doivent être menés à bien d'ici le 10 novembre, a indiqué un porte-parole de la JAL.

Celle-ci va par ailleurs donner $125 000 en dommages et intérêt à la famille d'un couple indien tué pendant la catastrophe du 12 août dernier, a annoncé hier l'agence Kyodo News Service.

C'est la première compensation accordée par la JAL après l'accident qui fit 520 morts.

Citant des responsables de compagnies d'assurances, l'agence a précisé que la JAL allait payer $75 000 pour la mort de Kalyan Mekherjee, qui était vice-président d'une firme de conseil économique à New Delhi, et $25 000 pour celle de sa femme, Tripta. L'argent ira à la mère et aux deux fils de M. Mekherjee.


DU 5 AOÛT AU 30 SEPTEMBRE SEULEMENT, LES CONCESSIONNAIRES RENAULT VOUS OFFRENT LEUR FAMEUSE GARANTIE SANS AUCUN DÉDUCTIBLE* SUR LES RENAULT ALLIANCE ET ENCORE 1985

PROTECTION RENAULT 5/80 ET PLUS

Voyez votre concessionnaire Renault sans tarder!

*La garantie ne couvre pas l'usure normale de certaines pièces, comme les pneus, etc. Offre valable pour tous les modèles Alliance et Encore 1985 neufs. Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire.

RENAULT CANADA Jeep

RENAULT ...ENCORE RENAULT

Apprenez chez H&R Block comment préparer des déclarations d'impôt – C'est avantageux!

Le meilleur cours d'impôt du Canada

En suivant ce cours maintenant vous pourriez gagner de l'argent pendant la saison fiscale et faire des économies en préparant vos propres déclarations.

Inscrivez-vous maintenant!
Classes commencent le 11 septembre

MasterCard H&R BLOCK VISA

Pour renseignements supplémentaires
APPELEZ MAINTENANT

| | |
|---|---|
| MONTRÉAL POINTE-AUX-TREMBLES 722-3511 | MONTRÉAL-OUEST VILLE ST-LAURENT 747-1151 |
| MONTRÉAL-NORD LAVAL 663-9450 | RIVE SUD 468-7479 |

Aussi des cours à St-Jérôme

CIE GBS GENERAL BEARING SERVICE INC

1326, rue Notre-Dame ouest
5759, rue Hochelaga
6079, rue Jarry est
1918, boul. des Laurentides
805, boul. Ste Foy (Long.)
120-A Ste-Croix, St-Laurent (coin Philippe)

TIMKEN
Roulement à rouleaux coniques

Ouvert le samedi avant-midi 937-7423

Apprenez l'
ANGLAIS
avec nos spéciaux
4 semaines INTENSIVES à 199$ ou
10 semaines RÉGULIÈRES
GALOIS
844-5060
Depuis 1965
1410, rue Stanley — Métro Peel


## Résultats

649 Tirage du 07-09-85

30 32 35 40 43 44 — no complémentaire 23

| | GAGNANTS | LOTS |
|---|---|---|
| 6/6 | 4 | 568 128,50$ |
| 5/6 + | 2 | 429 252,70$ |
| 5/6 | 186 | 3 529,60$ |
| 4/6 | 9093 | 138,80$ |
| 3/6 | 207 420 | 10,00$ |
| Ventes totales: | | 15 831 626,00 |

Prochain tirage: 11 septembre
Gros lot (approx.): 1 million

**Vous pouvez miser jusqu'à 20 h 00 le jour du tirage.**

*Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.*


CETTE SEMAINE À PLACE BONAVENTURE

GALERIE DES BOUTIQUES
Venez visiter le kiosque d'information du «Y.M.C.A.» et choisissez dès maintenant les activités qui vous conviennent le plus, grâce aux nombreux services offerts par le Y.M.C.A. Assistez à des démonstrations telles que: Karaté, Danse Aérobique, Jazz, Tai-Chi, et plusieurs autres du 11 au 13 septembre au niveau Métro.

CENTRE DE COMMERCE EN GROS
**Marché du vêtement de plage, de croisière, et collections des fêtes.** Mart «A». 8 - 11 septembre. Commerçants seulement.
**Marché de la chaussure du printemps.** Mart «A». 15 - 18 septembre. Commerçants seulement.

HALL D'EXPOSITION
**Salon de la quincaillerie et de la rénovation de Montréal.** 8 - 10 septembre. Commerçants seulement.

Place Bonaventure

SEUL RENAULT A LE PLUS BAS TAUX D'INTÉRÊT PAR L'ENTREMISE D'UN CONSTRUCTEUR AU CANADA.

8,5% SUR LES RENAULT ALLIANCE ET ENCORE.*

Aucun autre constructeur automobile ne vous offre tous ces avantages; ni GM, ni Ford, ni Chrysler, ni aucune des marques importées.

1 Économisez plus de 1 000 $ sur une période de 36 mois. Profitez du taux d'intérêt de 8,5% offert par l'entremise de Renault du 5 août au 30 septembre 85 sur tous les modèles Alliance et Encore 85 neufs et vous pouvez économiser plus de 1 000 $ sur 3 ans en comparaison avec le taux d'intérêt bancaire courant.** Les plus bas taux d'intérêt offert au Canada sur des petites voitures de grande qualité. Plus bas que celui de Ford, Chrysler, GM ou des marques importées. Voilà un des avantages Renault.

2 Et toujours la protection Renault pour petite voiture. Le programme de PROTECTION 5/80 ET PLUS! 5 ans ou 80 000 km couvrant moteur, train de propulsion et corrosion de la carrosserie. ET PLUS, pièces et main-d'oeuvre incluses sans frais pour les vérifications et entretien périodiques prescrits. Vous ne payez que les liquides. Certaines restrictions s'appliquent, voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

RENAULT PROTECTION 5/80 ET PLUS

3 Une technologie européenne. Les Renault Alliance et Encore allient ce que la technologie européenne a de mieux à la technique de fabrication nord-américaine. Cinq personnes, et non quatre, peuvent y prendre place confortablement, les sièges avant Monotrace procurant plus d'espace pour les jambes des passagers arrière. Avec un équipement électronique d'avant-garde combiné à la traction avant et au moteur à injection électronique optimisant l'économie d'essence, elles offrent un rapport qualité/prix remarquablement avantageux.

Voyez votre concessionnaire Renault/Jeep sans tarder.

*Financement par l'entremise du constructeur. Disponible chez les concessionnaires participants pour tout acheteur qualifié d'un modèle Alliance ou Encore 85 neuf. Tous les détails chez votre concessionnaire.
**Économie calculée sur le prix de détail de l'Alliance décapotable conseillé par le constructeur, comprenant transmission automatique et frais de transport avec un premier paiement de 20%, et un taux d'intérêt de 8.5% par rapport à un taux bancaire courant de 13.5%.

RENAULT ENCORE RENAULT.

RENAULT CANADA Jeep

UNE LIGNE DIRECTE SUR l'avenir

Montréal (514) 522-3540 sans frais : 1-800-361-6808
Québec (418) 657-2262 sans frais : 1-800-463-4722
Beauce (418) 228-8484 sans frais : 1-800-463-1615

Université du Québec
Télé-université

DES EXPERTS PROPOSENT DIVERSES SOLUTIONS

# L'azote ou la Vaseline pour renflouer le Titanic?

■ LONDRES (d'après UPI) — Les experts en récupération proposent toutes sortes de solutions pour faire remonter le Titanic à la surface depuis son lit au fond de l'Océan atlantique, et ces solutions font appel à des moyens aussi divers que l'azote liquide et la Vaseline, a-t-on appris hier.

Ainsi, le *Sunday Mirror*, un hebdo anglais, signalait dans son édition d'hier qu'un expert britannique en récupération proposait de soulever le Titanic, qui repose par 4 000 mètres de fond, en utilisant 180 000 tonnes de Vaseline.

Tony Wakefield, un ingénieur en récupération travaillant pour une firme de Stamford, propose en effet de pomper de la Vaseline dans des sacs de polyester disposés dans la carcasse du navire, écrit le *Mirror*.

L'ingénieur a expliqué que la Vaseline se solidifierait et que le navire serait alors en mesure de flotter et de remonter à la surface. À la suite de quoi ce serait un jeu d'enfant de tirer l'épave jusqu'au port le plus proche en prenant soin cependant de laisser la relique dans au moins 60 mètres d'eau pour prévenir la corrosion.

Pour sa part, le *Sunday Times*, un autre hebdo anglais, a proposé sa propre série de solutions dont l'une fait appel à de l'azote liquide. Ce corps aurait pour effet de geler le Titanic et d'en faire, suprême ironie, un « iceberg géant » qui remonterait de lui-même à la surface de l'océan. (Rappelons que le bâtiment que l'on avait qualifié d'insubmersible avait coulé à pic il y a 73 ans après avoir heurté un iceberg.)

Le navire de 46 000 tonnes a été localisé le 2 septembre dernier à environ 600 km au sud de Terre-Neuve par une expédition franco-américaine et il gît par 4 000 mètres de fond, ce qui incite plusieurs spécialistes de la récupération (qui n'appartiennent pas au club des optimistes cités ci-haut) à déclarer que le renflouage du géant serait nécessairement voué à l'échec.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

**AVIS**

CRTC — Avis public 1985-200. **TÉLÉDISTRIBUTION DE SERVICES SPÉCIALISÉS.**

Dans l'avis public 1985-174 du 2 août 1985 intitulé Télédistribution de services spécialisés, le Conseil invitait les titulaires de licences de services spécialisés, de télévision payante et de télédistribution, et d'autres parties intéressées de l'industrie de la radiodiffusion *et du public, à lui formuler* des observations sur la télédistribution de services de télévision payante et spécialisés. Dans une lettre au Conseil le 13 août 1985 au sujet de l'avis public 1985-174, l'Association canadienne de télévision par câble affirme en partie que (TRADUCTION): «Il nous est impossible d'obtenir un consensus de représentants de l'industrie et de recueillir l'information nécessaire et encore moins de fournir des réponses satisfaisantes aux questions soulevées par le Conseil, d'ici la date limite du 13 septembre 1985.» Pour cette raison, le Conseil annonce le prolongement de la date limite de soumission des observations concernant l'avis public CRTC 1985-174, du 13 septembre 1985 au **15 octobre 1985.** Les observations devront être adressées au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2.

Canada


PASCAL
À la quincaillerie Pascal,
ROULETTES
Pour l'industrie, les meubles, à toutes nos succursales
CHOIX COMPLET DE 120 NUMÉROS AU 301, RUE ST-ANTOINE OUEST
GRAND ASSORTIMENT TOUJOURS À VOTRE DISPOSITION
Variété de styles à roues interchangeables
PRIX SPÉCIAUX POUR QUANTITÉS

Roulettes de rechange pour tondeuses, diables, poussettes à provisions, etc.
S'IL S'AGIT DE QUINCAILLERIE...VOUS LE TROUVEREZ CHEZ PASCAL

SUPER ÉVÉNEMENT 85 Cadillac
Les modèles 86 arrivent bientôt et il nous faut plus d'espace. Nous vous offrons donc nos modèles 85 à des prix plus qu'avantageux.
LA PLUS GRANDE VENTE JAMAIS VUE DE VOITURES CADILLAC
PROFITEZ D'UNE DOUBLE RÉDUCTION
• celle du fabricant
• celle du concessionnaire
Il ne reste plus que 185 CADILLAC 85
• Séville • Eldorado
• De Ville – Fleetwood
• Fleetwood – Brougham
• Cimarron
Du 19 août jusqu'à épuisement des stocks.
SEULEMENT CHEZ LES 4 CONCESSIONNAIRES SUIVANTS:
Champlain Pontiac Buick Cadillac Inc. 1000, boul. Île des Soeurs, Île des Soeurs Tél.: 769-5353
LALONDE Chevrolet Oldsmobile Cadillac Ltée 4411, boul. de la Concorde, Laval Tél.: 324-4411
Park Avenue Chevrolet Oldsmobile Cadillac Inc. 5000, rue Jean-Talon est, Saint-Léonard Tél.: 725-9811
PLAZA Chevrolet Oldsmobile Cadillac Inc. 10480, boul. Henri-Bourassa ouest, Saint-Laurent Tél.: 332-1673

# Nous vous donnerons une Audi 5000 à l'essai.

# Mais pour jouer franc jeu, nous vous donnerons aussi une Cadillac, Volvo, BMW ou Mercedes pour comparer.

Certains penseront qu'il s'agit d'un geste osé de notre part. Pas du tout. C'est une simple question de confiance.

Pendant cet événement unique – le défi routier Audi – votre concessionnaire vous consacrera environ une heure et demie; vous pourrez ainsi vous familiariser avec l'Audi et ses concurrentes sur la route, en slalom et au freinage.

Pour participer au défi routier Audi, qui aura lieu à Montréal entre le 13 et le 15 septembre, appelez Michelle Leclerc au 697-5930. Les lignes téléphoniques seront ouvertes jusqu'à 21h, 18h le samedi. Donnez-lui vos noms et adresse, dites-lui quelle marque de voiture de luxe vous conduisez en ce moment et mentionnez quel modèle concurrent vous aimeriez comparer à l'Audi.

Ça vous va?

Audi

Le défi routier Audi à Montréal du 13 au 15 septembre.

# Fillettes retrouvées après une nuit en forêt

■ TEWKESBURY — Parties «prendre une marche» aux environs de la roulotte familiale, Isabelle et Sophie Rodrigue, âgées respectivement de 8 et 11 ans, auront finalement passé 16 heures dans le bois. Elles ont été retrouvées à 7 heures hier matin, à 33 kilomètres de leur point de départ.

La disparition des deux soeurs avait entraîné samedi une vaste opération policière. Les agents de la Sûreté du Québec ainsi qu'une trentaine de bénévoles ont ratissé bois et sentiers toute la nuit de samedi à dimanche.

C'est au moment où un hélicoptère allait reprendre les recherches interrompues au petit matin, hier, que la famille de Jean-Philippe Payer, de Saint-Gabriel-de-Valcartier, a prévenu la police de l'arrivée des deux soeurs.

«À 7 heures, j'ai été réveillé par deux fillettes sonnant à la porte. Je pensais que je rêvais. Elles grelottaient et avaient faim. Je leur ai donné d'autres vêtements, j'ai appelé chez elles, j'ai finalement rejoint une voisine, qui a averti les policiers», a raconté M. Payer.

Isabelle, très calme, a appris aux journalistes comment s'est passé sa première nuit à la belle étoile. «Nous avons marché jusqu'à la tombée de la nuit. On avait froid et on soufflait dans nos manteaux pour se réchauffer. Je n'étais plus capable de lever les jambes.»

— Presse canadienne

**Toute la nuit, André Bernier et son chien Ringo ont fouillé les bois pour retrouver Sylvie et Isabelle, qui ont finalement été retrouvées tôt hier matin.** téléphoto CP


Parlez avec **efficacité**

SACHEZ CONVAINCRE

en public et en privé, créer le contact, mettre en valeur votre personnalité. Dale Carnegie propose dans 52 pays un entrainement pratique et progressif.

Dale Carnegie®, fondateur

**COURS DALE CARNEGIE®**

pour hommes et femmes

APPELEZ POUR RENDEZ-VOUS **285-1287**

300, RUE LÉO-PARISEAU, SUITE 714
angle des Pins et du Parc

*Présenté par E.J. Glowka & Ass. Inc.*

# VENTE N° 1 SIMPSON

JOURS D'ACHAT AVANT LA VENTE

## Économisez 1/3

*"WonderBra"... pour une belle silhouette*

Venez rencontrer MICHELINE BARIBEAU de "WONDERBRA"

**"LA BONNE FORME" GRÂCE À "WONDERBRA"**

**Simpson centre-ville, demain seulement!**
Votre soutien-gorge ne vous va pas à merveille? Il roule, se déplace, serre trop et n'est pas du tout confortable... Choisissez le bon soutien une fois pour toutes. Venez chez Simpson profiter d'une consultation professionnelle par MICHELINE BARIBEAU DE "WONDERBRA". Elle se fera un plaisir de vous assister dans votre choix de lingerie et dessous féminins et vous offrira des conseils sur la mode, l'ajustement et la sélection. **Mardi, 10 septembre:** Simpson centre-ville seulement, de 11h à 15h.

SOUPLE ET SANS COUTURE. Maintien complet. No 1137. Ton de chair ou blanc. 34-38 B, 34-40C. Ord. Simpson 18.50 **Vente, 12.33** 34-40 D Ord. Simpson 19.50 **Vente, 12.99**

NATUREL. Soutien-gorge sans couture, extensible avec bretelles non extensibles. No 2530. Ton de chair ou blanc. 34-38 B, C Ord. Simpson 16.50 **Vente, 10.99** 34-38 D, Ord. Simpson 17.50 **Vente, 11.66**

AVEC ARMATURE. Bonnets sans couture. No 7280. Ton de chair ou blanc. 34-36 B, C. Ord. Simpson $17 **Vente, 11.33**

AVEC ARMATURE. No 1219. Blanc ou ton de chair 34-38 B, C. Ord. Simpson 19.50 **Vente, 12.99** 34-38 D Ord. Simpson 20.50 **Vente, 13.66** 34-38 DD. Ord. Simpson 21.50 **Vente, 14.33**

TOUT CONFORT. Maintien complet. No 2615. Ton de chair ou blanc. 34-40 B, C. Ord. Simpson 17.50 **Vente, 11.66** 34-40 D Ord. Simpson 18.50 **Vente, 12.33**

MAINTIEN COMPLET. No 2620 blanc ou ton de chair. 34-40 B, 36-44 C. Ord. Simpson (44 C non offert en blanc) 18.50 **Vente, 12.33** 36-42 D. Ord. Simpson 19.50 **Vente, 12.99**

AVEC ARMATURE. No 835. Ton de chair ou blanc. 34-36 A, B, C. Ord. Simpson 16.50 **Vente, 12.99**

NATUREL. Soutien souple et moulé. No 1500. Bretelles extensibles réglables. Ton de chair ou blanc. 34-36 A, B, C. Ord. Simpson 15.50 **Vente 10.33**

SOUTIEN RELEVEUR AVEC ARMATURE. Coussinets releveurs amovibles. No 8500. Ton de chair ou blanc. 32-36 A, B, 34-36 C. Ord. Simpson $20 **Vente, 13.33**

CONTOUR. Donne l'effet d'un demi bonnet de plus. No 3600. Bonnets moulés sans couture, bretelles extensibles. Ton de chair ou blanc. 34-38 A, B, 34-36 C. Ord. Simpson 18.50 **Vente, 12.33**

MODÈLE LONG TOUT CONFORT avec "cercle de confort". No 620. Ton de chair. 34-42 B, C. Ord. Simpson $28 **Vente, 18.66** 36-44 D. Ord. Simpson $29 **Vente, 19.33** 36-38 DD. Ord. Simpson $30 **Vente, 19.99**

NATUREL. Modèle au confort prolongé. No 1280. Maintien léger. Beige ou blanc. 34-36 A, B, C. Ord. Simpson $16 **Vente, 10.66**

**Pour achat en personne seulement**
Dessous féminins, 331, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Simpson *c'est bien moi*

VENTE 2 HEURES

**C'est à ne pas manquer!**

Lundi, mardi, mercredi - de 12h à 14h
Jeudi et vendredi - de 12h à 14h et de 18h à 20h
Samedi - de 10h à 12h
**Centre-ville seulement**